

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3965

[2010/205931]

21 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 5 à 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 48.635/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2010;

Considérant la volonté du Gouvernement wallon de renforcer le cadre existant en vue d'une amélioration de la qualité des systèmes solaires installés;

Considérant l'évolution constante de la technologie en matière de chauffe-eau solaire ainsi que le développement de ce secteur;

Considérant l'entrée en vigueur de la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Transposition*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement l'article 13 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "Ministre" : le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions;

2^o "demandeur" : toute personne physique ou morale à l'exception de celles ayant bénéficié d'une subvention à l'investissement portant sur cette même installation de chauffe-eau solaire et ce, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA);

3^o "administration" : le Département de l'énergie et du bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et l'Energie du Service public de Wallonie;

4^o "chauffe-eau solaire" : système participant à la production d'eau chaude et qui utilise à cet effet l'énergie solaire au moyen d'un capteur solaire vitré (plan ou tubulaire);

5^o "fraction solaire" : rapport entre l'énergie fournie par la partie solaire de l'installation d'eau chaude sanitaire et la fourniture totale d'énergie de l'installation d'eau chaude sanitaire;

6^o "logement" : tout bâtiment affecté à l'habitation d'un ou plusieurs ménages; constitue également un logement, le bâtiment affecté à un usage mixte lorsque la partie affectée au logement excède 40 % de la surface totale;

7^o "unité d'habitation" : partie d'un logement, telle qu'un appartement, dont les locaux sont réservés à l'usage exclusif d'un seul ménage;

8^o "niveau d'isolation thermique globale K" : le niveau d'isolation thermique globale d'un bâtiment, tel que défini à l'annexe VII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

9^o "niveau EW" : le niveau de consommation d'énergie primaire tel que défini aux annexes I^o et II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

10^o "déclaration PEB finale" : le document visé à l'article 237/1, 12^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

CHAPITRE III. — *Octroi de la subvention*

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une prime au demandeur faisant installer en Wallonie un chauffe-eau solaire, pour autant que :

1^o le capteur réponde aux exigences de la norme européenne applicable. Le Ministre peut ajouter des exigences de respect des normes européennes pour d'autres éléments du système. Le Ministre peut exiger le respect de normes plus contraignantes que les normes européennes;

2^o pour les installations individuelles, le dimensionnement de l'installation permette une fraction solaire de minimum 60 %. Le Ministre peut augmenter le niveau de cette fraction solaire;

3^o le système atteigne un niveau minimum de performance globale. Ce niveau minimum est déterminé par le respect de conditions relatives notamment à l'orientation du capteur et au système de comptage équipant l'installation;

4^o les travaux soient réalisés par un installateur agréé par le Ministre conformément au présent arrêté.

Le Ministre détermine les modalités précises de ces conditions.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la prime est un montant forfaitaire de mille cinq cents euros pour une installation individuelle comportant des capteurs solaires présentant une surface optique allant de deux m² à quatre m² et un montant complémentaire de cent euros par m² de surface optique de capteur solaire supplémentaire. Ce montant est octroyé dans les cas suivants :

1^o installation sur une maison unifamiliale dont la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est antérieure au 1^{er} mai 2010;

2^o installation considérée comme individuelle en vertu de l'article 5, § 1^{er}, et placée sur un bâtiment dont l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est antérieure au 1^{er} mai 2010;

3^o installation considérée comme individuelle en vertu de l'article 5, § 2;

4^o installation sur un bâtiment non affecté à l'habitation d'un ou plusieurs ménages et non visé aux points précédents.

Le montant total de la prime octroyée par installation individuelle visée au présent paragraphe ne peut excéder six mille euros.

§ 2. Le montant de la prime est un montant forfaitaire de cinq cents euros pour une installation individuelle comportant des capteurs solaires présentant une surface optique allant de deux m² à quatre m² et un montant complémentaire de cent euros par m² de surface optique de capteur solaire supplémentaire. Ce montant est octroyé pour une installation réalisée sur une maison unifamiliale en respect des conditions suivantes :

— la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010;

— les niveaux Ew et d'isolation thermique globale K du bâtiment sont inférieurs ou égaux aux niveaux fixés par le Ministre.

Le montant total de la prime octroyée par installation individuelle visée au présent paragraphe ne peut excéder cinq mille euros.

§ 3. Le montant de la prime est un montant forfaitaire de cinq cents euros pour une installation considérée comme individuelle en vertu de l'article 5, § 1^{er}. Les conditions suivantes devront dans ce cas être respectées :

— la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010;

— les niveaux Ew et d'isolation thermique globale K du bâtiment sont inférieurs ou égaux aux niveaux fixés par le Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Dans le cas d'installations collectives destinées à alimenter plusieurs unités d'habitation, l'installation collective est considérée comme étant équivalente à autant d'installations individuelles qu'il y a d'unités d'habitation desservies. Une installation individuelle devant comporter au minimum 2 m² de surface optique, le nombre maximum d'installations individuelles équivalentes ne peut en aucun cas dépasser la moitié du nombre de m² de surface optique de capteur solaire installés.

§ 2. Dans le cas particulier des maisons de repos ou des résidences-service, l'installation collective est considérée comme étant équivalente à autant d'installations individuelles qu'il y a de lits à résidence. Une installation individuelle devant comporter au minimum 2 m² de surface optique, le nombre maximum d'installations individuelles équivalentes ne peut en aucun cas dépasser la moitié du nombre de m² de surface optique de capteur solaire installés.

§ 3. Les installations collectives non visées au § 2 sont considérées comme des installations individuelles.

§ 4. Pour les installations visées aux §§ 2 et 3, une copie de l'audit justifiant du dimensionnement en fonction des besoins doit être fournie.

Art. 6. § 1^{er}. Pour bénéficier de la prime, le demandeur ou l'installateur, au nom de son client, introduit à l'administration, dans un délai correspondant au délai fixé par le Ministre, les documents suivants :

1^o le formulaire de demande de prime dûment complété;

2^o le dossier technique dûment complété;

3^o les factures d'achat et d'installation ainsi que les preuves de paiement;

4^o une copie du permis d'urbanisme, le cas échéant;

5^o une copie de la déclaration PEB finale, le cas échéant;

6^o le formulaire dûment complété d'attestation de cession de prime du demandeur au profit de l'installateur, le cas échéant.

§ 2. Le dossier technique visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, comprend le formulaire standardisé décrivant l'installation de chauffe-eau solaire, une photo avant l'installation dans les cas où l'installation est faite sur un bâtiment existant et une photo de l'installation réalisée.

§ 3. La prime est payée au demandeur ou à l'installateur, pour autant, dans ce dernier cas, que l'installateur ait clairement spécifié dans son offre le coût total de son devis, primes éventuelles comprises, en ayant mis en évidence le montant des primes potentiellement octroyées à son client via son intermédiaire.

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, le demandeur d'une installation collective visée aux §§ 1^{er} à 3 de l'article 5 ou l'installateur, au nom de son client, peut introduire à l'administration préalablement à la réalisation des travaux un dossier composé comme suit :

1^o le formulaire de demande de prime dûment complété;

2^o le dossier technique comprenant le formulaire standardisé décrivant l'installation du chauffe-eau solaire dûment complété;

3^o une copie de la demande du permis d'urbanisme, le cas échéant;

4^o le formulaire dûment complété d'attestation de cession de prime du demandeur au profit de l'installateur, le cas échéant.

Dans le mois qui suit la réception de la demande de subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur par lequel elle précise si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai d'un mois prenant cours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de l'administration pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme de ce délai, le demandeur a fait parvenir à l'administration les renseignements demandés, il est procédé à l'envoi d'un second accusé de réception pour informer le demandeur du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

La décision de refus ou la promesse d'octroi de la subvention est notifiée dans les deux mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande.

La promesse d'octroi de la subvention a une durée de validité de quatre ans prenant cours le jour de la notification. Si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas introduit sa demande de prime, conformément au § 2, la promesse d'octroi est réputée n'avoir jamais été notifiée.

§ 2. Pour bénéficiaire de la prime après réalisation des travaux, le demandeur ou l'installateur visés au § 1^{er}, introduit à l'administration un dossier composé comme suit :

1° les factures d'achat et d'installation ainsi que les preuves de paiement;

2° une copie du permis d'urbanisme, le cas échéant;

3° une copie de la déclaration PEB finale, le cas échéant;

4° une photo avant l'installation dans les cas où l'installation est faite sur un bâtiment existant et une photo de l'installation réalisée;

5° une copie de la promesse d'octroi de subvention visé au § 1^{er} du présent article.

La prime est payée au demandeur d'une installation collective visé aux §§ 1^{er} à 3 de l'article 5 ou à l'installateur, pour autant, dans ce dernier cas, que l'installateur ait clairement spécifié dans son offre le coût total de son devis, primes éventuelles comprises, en ayant mis en évidence le montant des primes potentiellement octroyées à son client via son intermédiaire.

Art. 8. Le cumul avec toute autre subvention est autorisé dans la mesure où le montant total perçu n'excède pas 75 % du montant total de l'investissement.

CHAPITRE IV. — Agrément des installateurs

Art. 9. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément en tant qu'installateur de chauffe-eau solaires, pour autant qu'elle satisfasse à la législation relative aux accès à la profession pour les métiers suivants : installateur sanitaire et plomberie, installateur en chauffage central, entrepreneur de zinguerie et de couverture métallique ou non-métallique de construction, entrepreneur d'étanchéité de construction, ou soit porteuse d'un titre assimilé à ceux-ci. Cette demande doit être introduite par envoi recommandé ou être remise contre récépissé à l'administration.

La demande d'agrément comporte les informations suivantes :

— les nom, adresse et profession du demandeur;

— les titres et qualifications;

— le numéro d'enregistrement;

— un document attestant, s'il ne dispose pas des accès à la profession lui permettant de réaliser l'entièreté du chantier, qu'il confie les travaux visés à un corps de métier habilité;

— un document attestant du suivi d'une formation générale sur les chauffe-eau solaires, sanctionnée par une évaluation et répondant au cahier des charges annexé (annexe 1^{re});

— un document attestant du suivi d'une formation chez un fournisseur. Le contenu minimum de cette formation est déterminé à l'annexe 2;

— une déclaration du demandeur acceptant un contrôle indépendant des installations par la Région wallonne ou par un tiers dûment mandaté par elle;

— une déclaration sur l'honneur du demandeur s'engageant à respecter les conditions techniques d'installation de chauffe-eau solaires déterminées par le Ministre.

Dans le cas d'une demande d'agrément introduite par une personne physique ou morale établie dans un autre Etat membre, le demandeur peut justifier, en dérogation à l'alinéa 2, 5^e tiret, de qualifications obtenues dans d'autres Etats membres et donnant des garanties équivalentes, notamment en matière de sécurité et de protection des consommateurs.

§ 2. Dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations ou justifications, le Ministre statue sur la demande d'agrément, après avis de l'administration. La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. L'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans et est renouvelable sur base d'une demande de renouvellement introduite auprès de l'administration trois mois avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, il est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

Ce renouvellement ne sera octroyé que si l'installateur prouve qu'il a, durant sa période d'agrément précédente, suivi une formation continue relative à l'installation de chauffe-eau solaires répondant au cahier des charges fixé par le Ministre et a procédé, au minimum, à l'installation de cinq chauffe-eau solaires par an.

§ 4. Lorsque l'administration est amenée à constater des manquements de la part de l'installateur agréé, que ce soit en termes de qualité de ses installations, de connaissances techniques, ou encore en termes de rigueur dans le service après-vente, elle convoque l'installateur. L'administration peut alors mettre l'installateur agréé en demeure de remédier aux manquements constatés dans un délai raisonnable. A l'issue de ce délai et si les manquements demeurent, l'administration propose au Ministre, le cas échéant, un retrait d'agrément en qualité d'installateur agréé. La décision de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 5. Lorsque l'administration est amenée à constater des manquements répétés de la part de l'installateur agréé, que ce soit en termes de qualité de ses installations, de connaissances techniques, ou encore en termes de rigueur dans le service après-vente, elle peut convoquer l'installateur. L'administration peut alors proposer au Ministre, le cas échéant, un retrait d'agrément en qualité d'installateur agréé. La décision de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 10. Un droit de dossier, dont le produit est affecté au contrôle des installations, est levé à charge du demandeur en raison de l'introduction d'une demande introduite en application de l'article 6.

Le droit de dossier est fixé à 150 euros. Il est dû à la date d'introduction de la demande d'agrément.

Une copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit de virement du droit de dossier est jointe à la demande d'agrément.

Au premier janvier de chaque année, le montant du droit de dossier est adapté aux variations de l'indice des prix à la consommation de l'année écoulée. Le montant est multiplié par un coefficient obtenu en effectuant le rapport de l'indice des prix à la consommation d'application pendant le mois de janvier en cours sur celui d'application pendant le mois de janvier de l'année précédente. Le montant ainsi obtenu est ramené à l'unité inférieure.

CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire*

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire continuent à produire leurs effets :

- pour les demandes de prime relatives à des factures datées d'avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- pour les demandes d'agrément en cours d'instruction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Tout installateur agréé en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire conserve son agrément après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 14. Par dérogation à l'article 9, les électriciens agréés en tant qu'installateur de chauffe-eau solaires en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire demeurent agréés et conservent la faculté de voir leur agrément renouvelé.

Art. 15. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Namur, le 21 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE I^{re} : cahier des charges de la formation de base**1. CONTENU.****Contextes réglementaires et administratifs.**

Réglementation urbanistique

Description des procédures relatives à la réglementation urbanistique wallonne

Identification des spécificités de cette réglementation en matière de systèmes d'eau chaude solaire

Mécanismes d'impulsion

Connaissance des mécanismes d'impulsion mis en place par la RW

Connaissance des systèmes qualité promus par la RW

Connaissance des modalités d'obtention des primes des communes et provinces

Conception de l'installation

Fonctionnement d'un CES

Description d'un champ de capteur : surface de captage, dimensions brute, disposition, montage, raccordement des tuyaux, fluide caloporteur et débit, pertes de charge, isolation thermique, sonde de température, vidange et purge

Description d'un accumulateur solaire : type, volume, stratification, sondes de t°, raccords, isolation thermique, disposition des sources de chaleur (échangeur(s), résistance électrique)

Description des éléments du circuit hydraulique primaire : échangeur de chaleur, dispositif antigel + anti-surchauffe + anti-surpression, circulateur, conduites, isolation, dispositif de remplissage et de vidange (avec bac de récupération)

Description du dispositif de régulation : type, appareil, réglage, sondes de t°

Description des types de dispositif d'appoint : type (énergie, interne ou externe, accumulation ou instantané), puissance, échangeur, situation et raccordement, régulation)

Typologie des CES

Etablissement d'un avant-projet

Détermination du principe d'une installation et étude des variantes éventuelles

Détermination grossière des éléments constitutifs de l'installation (surface de capteurs et volume de l'accumulateur)

Détermination du système d'appoint (utilisation de l'ancienne installation ou appoint d'un nouveau type d'énergie et d'un système adapté à cette énergie)

Détermination des modalités de monitoring de l'installation en vue du suivi de ses performances

Consultation des différents fournisseurs de composantes pour chauffe-eau solaires

Estimation des frais globaux de l'installation

Evaluation de l'efficacité de l'installation solaire (apport solaire net, couverture solaire, CO₂ évité)

Evaluation de la rentabilité de l'installation (coût kWh, prix énergie solaire)

Rédaction d'un rapport succinct de l'avant-projet

Présentation des solutions techniques retenues et consultation du maître d'ouvrage pour acceptation

Adaptation et optimisation des paramètres de l'efficacité énergétique de l'installation en fonction de l'inclinaison, de l'orientation, du climat, du rendement des capteurs (avec abaques, logiciels, données fabricants)

Etablissement du projet final et du devis

Présentation des schémas d'intégration du CES dans le bâtiment en fonction de l'installation existante

Vérification de la puissance électrique à disposer et sélection du matériel nécessaire (respect des normes et des réglementations)

Détermination des percements nécessaires

Reporter les éléments dans le schéma technique de l'installation, le plan d'ensemble et de situation

Détermination finale des éléments du CES (intégration avec les formulaires de demande de primes)

Rédaction d'un devis et calcul des frais d'exploitation

Sous-traitances, primes et budgets afférents

Mise en œuvre

Planification et organisation du chantier

Tâches

Définition des phases principales d'exécution

Définition des tâches que chaque phase principale comporte

Ressources

Définition, si nécessaire, des personnes responsables de chacune des phases de l'exécution

Définition des personnes qui vont exécuter chacune des tâches

Définition du matériel nécessaire (par exemple : location d'un monte charge, location d'échafaudages particuliers,...)

Coûts

Définition des coûts relatifs à chacune des phases de l'exécution

Planning

Définition du calendrier d'exécution

Coordination de l'exécution avec le maître de chantier et avec les corps de métier concernés si nécessaire

Prévision du suivi d'exécution

Montage d'une installation

Préparation

Collecte et étude des documents de montage, comparaison avec les particularités du chantier

Réalisation d'un état des lieux : accessibilité, disponibilité en eau, en électricité et en téléphone, possibilités de stockage temporaire des éléments du futur système, de la sécurité, des commodités et des difficultés particulières

Contrôle de la livraison du matériel à installer

Stockage des capteurs selon les instructions du fournisseur

Demande d'information pour effectuer les percements nécessaires en toute sécurité

Vérification du bon état du matériel et de l'outillage

Détermination du mode de protection des biens

Préparation du chantier de montage des capteurs en toiture (respect des règles de sécurité relatives au travail des couvreurs et ferblantiers : monte-charge, lignes électriques, échelles, échafaudages, accès, arrimage et garde-fous)

Aspects Sécurité - hygiène - environnement

Respect des impositions vestimentaires

Instauration d'un climat général de sécurité et d'hygiène

Respect des règles de sécurité lors de travaux sur les toits

Manipulation des outils tranchants et contondants, manuels et électromécaniques de manière appropriée

Manipulation des charges pondéreuses et encombrantes en toute sécurité (physiologique et matérielle) manuellement et avec des engins simples

Installation, stabilisation et entretien du matériel pour le travail en hauteur

Utilisation en sécurité des véhicules de chantier (camionnette,...)

Prévision du matériel nécessaire pour la gestion des déchets du chantier

Montage d'une installation

En fonction du système retenu (entre autre du système d'appoint), démontage partiel ou total de l'installation existante :

Relevé du schéma d'implantation de l'installation existante en vue du démontage et de la mise hors service partielle ou totale de celle-ci

Application de la ou des techniques de démontage et utilisation de l'outillage adéquat

Placement et montage des capteurs solaires et des composants

Respect des indications des notices techniques de montage et/ou des plans

Utilisation des "sécurités" placées sur les capteurs pour leur transport et leur montage

Réalisation de l'ancrage des fixations, de la stabilité du champ de capteurs et de sa résistance au vent

Placement de la ou des sonde(s) de t° en assurant un contact optimal avec l'absorbeur ou le fluide caloporteur

Réalisation de l'étanchéité des raccords entre les capteurs et la couverture de la toiture, avec des matériaux compatibles avec celui du cadre du capteur

Réalisation de l'étanchéité des percements dans la toiture

Protection des conduites hydrauliques extérieures du rayonnement solaire et des intempéries (isolation efficace)

Appréciation de la dilatation des matériaux

Réalisation des raccords entre capteurs de manière étanche et de sorte qu'ils puissent être démontés facilement

Mise en œuvre d'une protection contre la foudre

Mise en œuvre d'une aération à l'arrière des capteurs (intégrés dans le plan de la toiture) pour éviter la condensation

Placer et équiper le ballon de stockage

Respecter les indications des notices techniques de montage et/ou des plans

Vérifier la stabilité du ballon et la protection contre l'humidité

Minimiser les déperditions de chaleur et favoriser la stratification dans l'accumulateur par une isolation thermique efficace du ballon et de la robinetterie, en évitant la thermocirculation et l'effet de cascade à la sortie du ballon

Placer de manière judicieuse la ou les sondes de température

Placer et raccorder le circuit primaire (conduites et groupe hydraulique)

Effectuer, selon les instructions et/ou les données du plan, le tracé pour les conduites et réaliser les percements et scellements utiles, en respectant les interdits de percement dans les structures du bâtiment

Sceller les supports et assembler les tuyauteries, les gaines et les fourreaux

Choisir selon instruction (verbaux ou plan) les conduites, les façonner et les assembler

Choisir les accessoires de fixation et en vérifier l'ancrage

Déterminer et respecter les écarts par rapport aux supports permettant la pose correcte des calorifuges

Raccorder les différents éléments du circuit primaire (robinetterie, groupe hydraulique) selon les schémas et plans disponibles, et suivant les instructions des fournisseurs de matériel

Raccorder l'échangeur selon le principe du contre-courant

Eviter l'effet thermosiphon entre l'accumulateur et l'échangeur externe

Placer une vidange au point le plus bas de l'installation, avec bac de récupération si fluide caloporteur avec antigel (déchets dangereux à traiter comme tel - récupération et remise à un collecteur agréé)

Isoler efficacement les conduites et la robinetterie s'il y a lieu

Installer un dispositif efficace de purge du circuit primaire et éviter autant que possible les points hauts dans la tuyauterie

Tenir compte de la dilatation des conduites

Equiper l'installation de soupapes de sécurité

Placer, raccorder et vérifier la régulation automatique

Interpréter la documentation technique et vérifier la compatibilité des divers éléments

Positionner et raccorder les éléments et s'assurer de la conformité du câblage

Rédiger une notice d'utilisation et/ou expliquer les consignes d'utilisation au client

Consigner (dans le cahier de chaufferie) les réglages initiaux ou d'usine

Placer, monter et raccorder l'appoint d'énergie

Respecter les indications des notices techniques de montage et/ou des plans

Vérifier l'ancrage des fixations et la stabilité

Adapter la régulation du système d'appoint aux besoins du système solaire

Raccorder le système solaire au circuit de distribution de l'eau sanitaire froide et chaude

Raccorder en accord avec les prescriptions techniques en vigueur

Eviter la thermocirculation à la sortie de l'accumulateur solaire

Poser un mitigeur thermostatique pour éviter les brûlures

Raccorder l'installation aux divers réseaux d'énergie

Réaliser la liaison d'alimentation au réseau électrique

Vérifier la conformité des tensions, des isollements et des protections (mise à la terre, fusibles,...),

Assurer les protections utiles (gel, dégradation) des canalisations

Vérifier la pression du réseau hydraulique

Clôture du chantier

Ragréer

Appliquer les techniques de maçonnerie et de plafonnage en rapport avec les réparations

Remise en place des caissons, isolants, calorifuges...

Utiliser la méthode et l'outillage adéquat

Si nécessaire, prévoir de peindre certaines parties de l'installation

Choisir et mettre en œuvre les produits en fonction des surfaces à recouvrir (antirouille, peintures spécifiques,...)

Nettoyer et évacuer les déchets. Trier les déchets selon les types de matériaux et de produits, les déposer dans les décharges adéquates

Mise en service

Tâches

Préliminaires

Vérifier que tous les travaux liés au circuit hydraulique, raccordement sanitaire et électrique soient terminés

Convoquer l'électricien, le fournisseur de matériel solaire, le responsable futur de l'installation

Prévoir le matériel nécessaire

Contrôler le montage correct, suivant le schéma technique de l'installation, du circuit solaire, du circuit sanitaire et de l'accumulateur, des raccordements électriques et de l'isolation thermique

Contrôler, et si nécessaire ajuster, la pression initiale du vase d'expansion (si circuit fermé)

Régler et contrôler la régulation

Contrôler le fonctionnement de la régulation, du circulateur et des sondes de t°

Régler suivant les consignes de régulation

Rinçage, remplissage et purge de l'installation

Rincer à l'eau afin d'éliminer les corps étrangers dans les conduites

S'assurer de la conformité du mélange antigel ou du niveau de vidange

Rincer et remplir avec le mélange antigel, en veillant à l'élimination régulière et complète de l'air

Assurer la circulation à froid du fluide (circulateur seul) et observer les résonances, les coups de bélier, etc...

Vérifier la pression nominale de remplissage à froid

Contrôler l'écart de t° aller/retour dès le premier rayon de soleil (valeur cible 5 à 15 K)

S'assurer de l'étanchéité

Examiner par sous-procédures l'entière du réseau hydraulique et, déceler, marquer et réduire le défauts (fuites, ouvertures, réglage de vannes,...)

Contrôler l'étanchéité des canalisations du combustible

Contrôler les différents assemblages des tuyauteries, des raccords et des gaines calorifuges

Choisir les outils et produits nécessaires aux réparations en fonction du type de fuites

Contrôler les liaisons électriques

Vérifier les raccordements électriques en conformité au R.G.I.E.

Vérifier les séquences de fonctionnement des équipements électriques

Remettre les instructions d'exploitation à l'exploitant

Préparer la séance d'instruction avec l'exploitant (date, programme, documents)

Donner une instruction technique sur le système (composants et principe) et ses paramètres de fonctionnement

Donner les instructions nécessaires à la maintenance et l'entretien de l'installation

Remettre l'installation à l'exploitant

Entretien et système qualité

Entretien

L'entretien comprend les contrôles périodiques, la maintenance et les réparations. L'exploitant de l'installation a la responsabilité de son entretien et effectue les contrôles périodiques. L'exploitant peut éventuellement se charger aussi de la maintenance et des réparations, mais aura avantage à en charger l'installateur sous la forme d'un contrat de maintenance dans le cas de grosses installations.

Contrôler périodiquement l'installation

Remettre à l'exploitant une documentation lui indiquant les contrôles à effectuer sur le fonctionnement de l'installation, y compris les purges à effectuer régulièrement (circuit primaire, accumulateur, etc.)

Réaliser la maintenance de l'installation (annuel pour installation > 50 m² capteurs) : purge, contrôle du fluide caloporteur, des capteurs, des commandes, du vase d'expansion, de la pression de l'installation et de la pompe, des fixations, inspection et nettoyage de toute l'installation.

Cela comprend :

Vérifier l'état de conformité de l'installation

Déterminer et analyser les éléments critiques au bon fonctionnement de l'installation

Évaluer l'état d'usure des différents éléments critiques en tenant compte de la durée de fonctionnement optimal

Vérifier les composants hydrauliques et électriques de la régulation

Conseiller l'utilisateur et effectuer les interventions nécessaires

Effectuer les réparations ou les dépannages nécessaires. Cela comprend :

Identifier les problèmes et leurs causes

Définir les solutions techniques possibles

Estimer l'opportunité économique et technique de la réparation et en discuter avec le client

Remédier à la panne de manière provisoire ou de manière définitive (voir montage)

Remettre en service l'installation (Voir mise en service)

Systeme qualité

L'installateur doit avoir un objectif de qualité totale et aura tout intérêt à s'intégrer dans les systèmes de développement de la qualité des installations solaires thermiques mis en œuvre au niveau régional, national et européen. Pour se faire, il peut :

souscrire et se conformer au contrat d'engagement volontaire pour l'installation de chauffe-eau solaire de qualité mis en œuvre dans le cadre du plan d'action SOLTHERM de la Région wallonne;

améliorer continuellement la qualité de son travail par analyse de ses résultats et autocontrôle, et par sa formation.

Communication et marketing

Contexte marketing

Informations sur le marché des CES : importance, développement, comparatif avec les autres pays européens, perception par le grand public

Identification de la ligne graphique adoptée par la RW pour son programme Soltherm

Vendre le CES

Etablissement d'un inventaire comparatif des spécificités (techniques, environnementales,...) des CES

Réalisation sur cette base, de façon vulgarisée, de la matrice swot (points forts - points faibles - opportunités - menaces)

Expression des idées fausses et de leurs contre argumentations

Identification des besoins du prospect, de leur hiérarchie, des freins à la décision

Développement d'un argumentaire adapté, qui ne défavorise pas les autres techniques de production d'ECS (eau chaude sanitaire)

Intégration, à tous les niveaux de l'entreprise, des CES, dans les services sanitaires de base

Elaboration d'un plan de communication pour faire connaître l'entreprise en tant qu'installateur de CES et en vendre

Méthodologie de suivi (du prospect au client satisfait), suivi horizontal et service après vente

2. EVALUATION.

Une évaluation, en vue de l'obtention d'une attestation de compétence, clôture la formation sur les CES reçue par les installateurs :

Test écrit, lui-même subdivisé en 2 sous-parties :

Un test écrit à livre fermé, permettant d'évaluer les connaissances générales assimilées lors de la formation reçue par l'installateur.

Un test écrit à livre ouvert, permettant d'évaluer l'aptitude à consulter les documents (questions de détail).

Présentation orale, comportant 2 sous-parties :

Un travail écrit à domicile, qui consiste à proposer deux solutions pour l'installation d'un chauffe-eau solaire le mieux adapté aux besoins du client. La démarche consiste, à partir d'un cas concret, basé sur une maison existante ou en cours de construction, avec les plans d'un architecte à l'appui, à traiter cet exemple avec rigueur.

Une présentation orale du travail écrit devant jury, qui consiste à présenter au client les deux solutions développées dans le travail et à conseiller l'une d'elles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.

Namur, le 21 octobre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 2 : contenu minimum de formation à dispenser par les fournisseurs à leurs installateurs

La formation mise en place par la Région wallonne n'aborde pas les spécificités techniques de chaque chauffe-eau solaire vendu sur le marché wallon. Cet aspect de la formation est laissé aux fournisseurs. En effet, ceux-ci sont le mieux placé pour approfondir les caractéristiques techniques propres à leurs systèmes solaires.

La formation dispensée par les fournisseurs de CES se concentrera sur les spécificités techniques des différents produits de la gamme plutôt que sur les principes de base de l'énergie solaire ou le fonctionnement général d'un chauffe-eau solaire.

Le contenu minimum de formation proposé aux fournisseurs se veut résolument pratique et complémentaire à une formation de base :

Sommaire	Support de formation
Gamme de produits CES	Documentation technico-commerciale
Notice générale relative au capteur solaire	Documentation technique
Notice générale relative au réservoir de stockage	Documentation technique
Dispositif de régulation	Documentation technique + manuel d'utilisation dans la langue de l'installateur
Schémas hydrauliques types	Documentation technique
Instructions de montage (placement et raccordement d'un CES résidentiel type de la gamme)	Schémas de montage + checklist d'inspection
Performance énergétique du système CES	Simulation ou test de performance
Support technique aux installateurs	Assistance technique personnalisée sur chantier au moins pour les 2 premiers systèmes & service après-vente
Renseignements pratiques concernant la vente	Documentation commerciale + liste de prix publics

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.

Namur, le 21 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3965

[2010/205931]

21. OKTOBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 5 bis 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters;

Aufgrund des am 12. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. August 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 48.635/2/V des Staatsrats;

Aufgrund des am 21. Oktober 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In Erwägung des Willens der Wallonischen Regierung, den bestehenden Rahmen zu verstärken, um eine Aufbesserung der Qualität der installierten Solarsysteme zu erzielen;

In Erwägung der ständigen Entwicklung der Technologie in Sachen solare Warmwasserbereiter sowie des Wachstums dieses Wirtschaftsbereichs;

In Erwägung des Inkrafttretens der Regelung in Bezug auf die Energieeffizienz der Gebäude;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Umsetzung

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt Artikel 13 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise um.

KAPITEL II — Begriffsbestimmungen

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2° "Antragsteller": jede natürliche oder juristische Person, mit Ausnahme derjenigen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) einen dieselbe solare Warmwasserbereitungsanlage betreffenden Investitionszuschuss schon erhalten haben;

3° "Verwaltung": die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° "solare Warmwasserbereiter": ein System, das zur Warmwassererzeugung beiträgt und zu diesem Zweck die Sonnenenergie mittels eines verglasten (flachen oder röhrenförmigen) Sonnenkollektors benutzt;

5° "Solaranteil": Verhältnis zwischen der durch den solaren Teil der Brauchwarmwasseranlage gelieferten Energie und der gesamten Energielieferung zur Brauchwarmwasseranlage;

6° "Wohnung": jedes Gebäude, das dazu bestimmt ist, von einem oder mehreren Haushalten bewohnt zu werden; gilt ebenfalls als Wohnung das Gebäude, das zu einer gemischten Verwendung bestimmt ist, wenn der zu Wohnzwecken bestimmte Teil der Wohnung 40% der Gesamfläche überschreitet;

7° "Wohneinheit": Teil einer Wohnung, wie z.B. ein Appartement, dessen Räume der ausschließlichen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind;

8° "Gesamtwärmedämmungsniveau K": das Gesamtwärmedämmungsniveau eines Gebäudes nach Anlage VII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

9° "EW-Wert": das Niveau des Primärenergieverbrauchs nach den Anlagen I und II zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

10° "endgültige PEB-Erklärung": das in Artikel 237/1 12° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnte Dokument.

KAPITEL III — Gewährung des Zuschusses

Art. 3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister dem Antragsteller, der einen solaren Warmwasserbereiter in der Wallonie installieren lässt, eine Prämie gewähren, wenn

1° der Sonnenkollektor den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm entspricht. Der Minister kann Anforderungen betreffend die Einhaltung der europäischen Normen für andere Elemente des Systems hinzufügen. Der Minister kann die Einhaltung von Normen, die strenger als die europäischen Normen sind, fordern;

2° was die individuellen Anlagen betrifft, die Dimensionierung der Anlage einen Solaranteil von mindestens 60% ermöglicht. Der Minister kann das Niveau dieses Solaranteils erhöhen;

3° das System ein minimales Gesamtleistungsniveau erreicht. Dieses minimale Niveau wird durch die Einhaltung der Bedingungen in Bezug auf u.a. die Orientierung des Kollektors und auf das Zählsystem, mit dem die Anlage ausgerüstet ist, bestimmt;

4° die Arbeiten durch einen vom Minister gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassenen Installateur ausgeführt werden.

Der Minister legt die genauen Modalitäten dieser Bedingungen fest.

Art. 4 - § 1 - Der Prämienbetrag ist ein Pauschalbetrag von tausendfünfhundert Euro für eine individuelle Anlage mit Sonnenkollektoren, deren optische Fläche zwei bis vier m² beträgt, und ein zusätzlicher Betrag von hundert Euro je zusätzlichen m² optischer Fläche des Sonnenkollektors. Dieser Betrag wird in folgenden Fällen gewährt:

1° Anlage auf einem Einfamilienhaus, dessen Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung vor dem 1. Mai 2010 liegt;

2° auf der Grundlage von Artikel 5 § 1 als individuell betrachtete Anlage, die auf einem Gebäude angebracht ist, für welches die Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung vor dem 1. Mai 2010 liegt;

3° auf der Grundlage von Artikel 5 § 2 als individuell betrachtete Anlage;

4° Anlage auf einem Gebäude, das nicht zu Wohnzwecken für einen oder mehrere Haushalte bestimmt ist, und das nicht unter den vorigen Punkten erwähnt wird.

Der Gesamtbetrag der Prämie, die für jede im vorliegenden Paragraphen erwähnte individuelle Anlage gewährt wird, darf sechstausend Euro nicht überschreiten.

§ 2 - Der Prämienbetrag ist ein Pauschalbetrag von fünfhundert Euro für eine individuelle Anlage mit Sonnenkollektoren, deren optische Fläche zwei bis vier m² beträgt, und ein zusätzlicher Betrag von hundert Euro je zusätzlichen m² optischer Fläche des Sonnenkollektors. Dieser Betrag wird für eine Anlage gewährt, die auf einem Einfamilienhaus unter Einhaltung der folgenden Bedingungen installiert wird:

— das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung liegt nach dem 30. April 2010;

— 2° der EW-Wert und der Gesamtwärmedämmungswert K des Gebäudes überschreiten nicht den durch den Minister festgesetzten Werten.

Der Gesamtbetrag der Prämie, die für jede im vorliegenden Paragraphen erwähnte individuelle Anlage gewährt wird, darf fünftausend Euro nicht überschreiten.

§ 3 - Der Prämienbetrag ist ein Pauschalbetrag von fünfhundert Euro für eine Anlage, die auf der Grundlage von Artikel 5 § 1 als individuell betrachtet wird. In diesem Fall müssen folgende Bedingungen eingehalten werden:

— das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung liegt nach dem 30. April 2010;

— der EW-Wert und der Gesamtwärmedämmungswert K des Gebäudes überschreiten nicht den durch den Minister festgesetzten Werten.

Art. 5 - § 1 - Im Falle von Gemeinschaftsanlagen, die zur Versorgung mehrerer Wohneinheiten bestimmt sind, wird die Gemeinschaftsanlage mit so vielen individuellen Anlagen gleichgestellt, als mit Sonnenenergie versorgte Wohneinheiten vorhanden sind. Da eine individuelle Anlage mindestens 2 m² optischer Fläche umfassen muss, darf die maximale Anzahl gleichgestellter individueller Anlagen keinesfalls die Hälfte der Anzahl m² optischer Fläche der installierten Sonnenkollektoren überschreiten.

§ 2 - Im spezifischen Falle der Erholungsheime oder der betreuten Wohnungen wird die Gemeinschaftsanlage mit so vielen individuellen Anlagen gleichgestellt, als Betten vorhanden sind. Da eine individuelle Anlage mindestens 2 m² optischer Fläche umfassen muss, darf die maximale Anzahl gleichgestellter individueller Anlagen keinesfalls die Hälfte der Anzahl m² optischer Fläche der installierten Sonnenkollektoren überschreiten.

§ 3 - Die nicht unter § 2 erwähnten Gemeinschaftsanlagen gelten als individuelle Anlagen.

§ 4 - Für die in § 2 und § 3 erwähnten Anlagen muss eine Abschrift des Audits, durch welches die Dimensionierung auf der Grundlage der Bedürfnisse begründet wird, übermittelt werden.

Art. 6 - § 1 - Um die Prämie in Anspruch nehmen zu können, reicht der Antragsteller oder der Installateur im Namen seines Kunden innerhalb einer Frist, die der durch den Minister festgesetzten Frist entspricht, folgende Unterlagen bei der Verwaltung ein:

- 1° das ordnungsgemäß ausgefüllte Prämienantragsformular;
- 2° die ordnungsgemäß ausgefüllte technische Akte;
- 3° die Rechnungen für den Kauf und die Installation, sowie die Zahlungsbelege;
- 4° ggf. eine Abschrift der Städtebaugenehmigung;
- 5° ggf. eine Abschrift der endgültigen PEB-Erklärung;
- 6° ggf. das ordnungsgemäß ausgefüllte Formular zur Bescheinigung, dass der Antragsteller die Prämie zugunsten des Installateurs abgetreten hat.

§ 2 - Die in Absatz 1 2° erwähnte technische Akte enthält das standardisierte Formular zur Beschreibung der Installation des solaren Warmwasserbereiters, ein Foto vor der Installation, falls diese auf einem bereits vorhandenen Gebäude erfolgte, und ein Foto nach der durchgeführten Installation.

§ 3 - Die Prämie wird dem Antragsteller oder dem Installateur ausgezahlt, im letztgenannten Fall jedoch nur, insofern der Installateur in seinem Angebot die Gesamtkosten seines Kostenvoranschlags, ggf. einschließlich der Prämien, deutlich angegeben und dabei den Betrag der Prämien, die seinem Kunden potentiell durch seine Vermittlung gewährt werden, hervorgehoben hat.

Art. 7 - § 1 - In Abweichung von Artikel 6 kann der Antragsteller für eine in § 1 bis § 3 von Artikel 5 erwähnte Gemeinschaftsanlage oder der Installateur im Namen seines Kunden vor der Ausführung der Arbeiten bei der Verwaltung eine wie folgt zusammengesetzte Akte einreichen:

- 1° das ordnungsgemäß ausgefüllte Prämienantragsformular;
- 2° die technische Akte, die das ordnungsgemäß ausgefüllte standardisierte Formular enthält, durch welches die Installation des solaren Warmwasserbereiters beschrieben wird;
- 3° ggf. eine Abschrift des Antrags auf Städtebaugenehmigung;
- 4° ggf. das ordnungsgemäß ausgefüllte Formular zur Bescheinigung, dass der Antragsteller die Prämie zugunsten des Installateurs abgetreten hat.

Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Zuschussantrags folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, durch die sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von einem Monat ab der Zusendung der Empfangsbestätigung der Verwaltung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende dieser Frist der Verwaltung die erwünschten Auskünfte zugeschickt hat, wird eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, durch die der Antragsteller informiert wird, dass seine Akte vollständig ist.

Wenn nach Ablauf dieser Frist der Antragsteller die verlangten Auskünfte nicht erteilt hat, wird im Gegenteil davon ausgegangen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

Der Beschluss zur Ablehnung des Zuschusses oder die Zusage, den Zuschuss zu gewähren, wird innerhalb von zwei Monaten ab der Zustellung der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit des Antrags zugestellt.

Die Gewährungszusage betreffend den Zuschuss hat eine Gültigkeitsdauer von vier Jahren ab dem Tag der Zustellung. Wenn der Antragsteller am Ablauf dieser Frist seinen Prämienantrag gemäß § 2 nicht eingereicht hat, gilt, dass die Gewährungszusage nie zugestellt wurde.

§ 2 - Um die Prämie nach der Ausführung der Arbeiten in Anspruch zu nehmen, reicht der in § 1 erwähnte Antragsteller oder Installateur eine Akte mit folgendem Inhalt bei der Verwaltung ein:

- 1° die Rechnungen für den Kauf und die Installation, sowie die Zahlungsbelege;
- 2° ggf. eine Abschrift der Städtebaugenehmigung;
- 3° ggf. eine Abschrift der endgültigen PEB-Erklärung;
- 4° ein Foto vor der Installation, falls diese auf einem bereits vorhandenen Gebäude erfolgte, und ein Foto nach der durchgeführten Installation.
- 5° eine Abschrift der in § 1 des vorliegenden Artikels Gewährungszusage betreffend den Zuschuss.

Die Prämie wird dem Antragsteller einer in den § 1 bis § 3 von Artikel 5 erwähnten Gemeinschaftsanlage oder dem Installateur ausgezahlt, im letztgenannten Fall jedoch nur, insofern der Installateur in seinem Angebot die Gesamtkosten seines Kostenvoranschlags, ggf. einschließlich der Prämien, deutlich angegeben und den Betrag der Prämien, die seinem Kunden potentiell durch seine Vermittlung gewährt werden, hervorgehoben hat.

Art. 8 - Der gleichzeitige Bezug jeglichen anderen Zuschusses wird zugelassen, insofern der bezogene Gesamtbetrag 75% des Gesamtbetrags der Investition nicht überschreitet.

KAPITEL IV — Zulassung der Installateure

Art. 9 - § 1 - Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf Zulassung als Installateur von solaren Warmwasserbereitern einreichen, sofern sie der Gesetzgebung über die Berufszulassung für die folgenden Berufe genügt: Installateur von Sanitäreinrichtungen/Klempner, Zentralheizungsinstallateur, Zink- und Metall- bzw. Nichtmetall-abdeckungsunternehmen im Baugewerbe, Unternehmer im Bereich der Gebäudeabdichtung, oder Inhaber eines gleichgestellten Titels ist. Dieser Antrag muss per Einschreiben eingereicht oder bei der Verwaltung gegen Empfangsbescheinigung abgegeben werden.

Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Informationen:

- Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;
- Titel und Qualifikationen;
- Registrierungsnummer;
- eine Unterlage zur Bescheinigung, dass er, wenn er nicht alle Berufszulassungen besitzt, um die ganzen Arbeiten durchführen zu dürfen, die erwähnten Arbeiten einem befähigten Fachmann bzw. -unternehmen anvertraut;

- eine Unterlage zur Bescheinigung, dass er an einer Ausbildung mit abschließender Bewertung über die solaren Warmwasserbereiter, die dem beigefügten Lastenheft (Anlage 1) entspricht, erfolgreich teilgenommen hat;
- eine Unterlage zur Bescheinigung, dass er an einer Ausbildung bei einem Lieferanten teilgenommen hat. Der Mindestinhalt dieser Ausbildung wird in Anlage 2 festgelegt;
- eine Erklärung des Antragstellers, durch die er eine unabhängige Kontrolle der Installationen durch die Wallonische Region oder durch eine von ihr ordnungsgemäß bevollmächtigte Drittperson zulässt;
- eine ehrenwörtliche Erklärung des Antragstellers, der sich verpflichtet, die durch den Minister bestimmten technischen Bedingungen für die Installation von solaren Warmwasserbereitern einzuhalten.

Im Falle eines Zulassungsantrags, der von einer in einem anderen Mitgliedstaat ansässigen natürlichen oder juristischen Person eingereicht wird, kann der Antragsteller in Abweichung von Absatz 2, 5. Strich den Nachweis von Qualifikationen erbringen, die er in anderen Mitgliedstaaten erlangt hat und die gleichwertige Garantien bieten, insbesondere im Bereich der Sicherheit und des Verbraucherschutzes.

§ 2 - Innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Antrags oder ggf. der ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen entscheidet der Minister über den Zulassungsantrag nach Begutachtung durch die Verwaltung. Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 3 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum von fünf Jahren gewährt und kann auf der Grundlage eines Antrags auf Erneuerung, der bei der Verwaltung drei Monate vor dem Datum des Ablaufs der Zulassung einzureichen ist, erneuert werden. In diesem Fall wird die Zulassung bis zur Entscheidung des Ministers über den Erneuerungsantrag verlängert.

Diese Erneuerung wird nur dann gewährt, wenn der Installateur beweist, dass er sich während seines vorigen Zulassungszeitraums an einer Weiterbildung in Bezug auf die Installation von solaren Warmwasserbereitern, die dem durch den Minister festgesetzten Lastenheft entspricht, beteiligt hat und mindestens fünf solare Warmwasserbereiter pro Jahr installiert hat.

§ 4 - Wenn die Verwaltung Versäumnisse seitens des zugelassenen Installateurs festzustellen hat, sei es hinsichtlich der Qualität seiner Installationen, seiner technischen Kenntnisse oder der Ernsthaftigkeit des Kundenservice, lädt sie den Installateur vor. Die Verwaltung kann dann den zugelassenen Installateur dazu auffordern, die festgestellten Versäumnisse innerhalb einer vernünftigen Frist zu beheben. Am Ende dieser Frist und wenn die Versäumnisse weiter bestehen, schlägt die Verwaltung dem Minister ggf. einen Entzug der Zulassung als zugelassener Installateur vor. Der Beschluss über den Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 5 - Wenn die Verwaltung wiederholte Versäumnisse seitens des zugelassenen Installateurs festzustellen hat, sei es hinsichtlich der Qualität seiner Installationen, seiner technischen Kenntnisse oder der Ernsthaftigkeit des Kundenservice, kann sie den Installateur vorladen. Dann kann die Verwaltung dem Minister ggf. einen Entzug der Zulassung als zugelassener Installateur vorschlagen. Der Beschluss über den Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 10 - Eine Bearbeitungsgebühr, deren Ertrag zur Kontrolle der Anlagen bestimmt wird, wird zu Lasten des Antragstellers wegen des Einreichens eines in Anwendung von Artikel 6 eingereichten Antrags erhoben.

Die Bearbeitungsgebühr beträgt 150 Euro. Sie ist am Tag des Einreichens des Antrags auf Zulassung zahlbar.

Eine Kopie der Quittung der Zahlung oder der Lastschriftanzeige der Überweisung der Bearbeitungsgebühr wird dem Antrag auf Zulassung beigefügt.

Am ersten Januar eines jeden Jahres wird der Betrag der Bearbeitungsgebühr den Schwankungen des Index der Verbraucherpreise des abgelaufenen Jahres angepasst. Der Betrag wird mit einem Koeffizienten multipliziert, den man erhält, indem man den während des laufenden Monats Januar anwendbaren Index der Verbraucherpreise durch den während des Monats Januar des vorigen Jahres anwendbaren Index dividiert. Der so erhaltene Betrag wird auf die untere Einheit abgerundet.

KAPITEL V — *Aufhebungsbestimmung*

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters wird aufgehoben.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters bleiben wirksam:

- für die Prämienanträge bezüglich Rechnungen, deren Datum vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses liegt;
- für die Anträge auf Zulassungen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses noch untersucht werden.

Art. 13 - Jeder aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters zugelassene Installateur behält seine Zulassung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 14 - In Abweichung von Artikel 9 bleiben die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters als Installateur von solaren Warmwasserbereitern zugelassenen Elektriker zugelassen und behalten die Möglichkeit, ihre Zulassung erneuern zu lassen.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2011 in Kraft.

Namur, den 21. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE I: Lastenheft für die Grundausbildung

1. INHALT.

Vorschrifts- und verwaltungsmäßige Zusammenhänge.

Städtebauliche Regelung

Beschreibung der Verfahren der wallonischen städtebaulichen Regelung

Identifizierung der spezifischen Bestimmungen dieser Regelung im Bereich der solaren Warmwassersysteme

Startmechanismen

Kenntnis der von der WR eingeführten Startmechanismen

Kenntnis der von der WR geförderten Qualitätssicherungssysteme

Kenntnis der Modalitäten für die Erlangung von Prämien der Gemeinden und Provinzen

Entwurf der Anlage

Arbeitsweise einer SAW

Beschreibung eines Kollektorfelds: Empfängerfläche, Bruttogröße, Aufstellung, Montage, Anschluss der Rohrleitungen, Wärmeträgerflüssigkeit und Fließgeschwindigkeit, Ladeverluste, Wärmedämmung, Temperaturfühler, Entleerungsvorrichtung und Entlüfter

Beschreibung eines Solarspeichers: Art, Volumen, Schichtung, Temperaturfühler, Anschlüsse, Wärmedämmung, Aufstellung der Wärmequellen (Wärmetauscher, elektrischer Heizstab)

Beschreibung der Bestandteile des Primärkreises des Wassers: Wärmetauscher, Frostschutz + Überhitzungsschutz + Schutz gegen Überdruck, Umwälzpumpe, Rohrleitungen, Isolierung, Wasserzufuhr- und Entleerungsvorrichtung (mit Auffangbehälter)

Beschreibung der Regulierungsvorrichtung: Typ, Gerät, Einstellung, Temperaturfühler

Beschreibung der Type von Zusatzsystemen: Typ (Energie, intern oder extern, mit oder ohne Akkumulator), Leistung, Wärmetauscher, Lage und Anschluss, Regulierung)

Typologie der SAW

Erstellung eines Vorentwurfs

Bestimmung des Prinzips einer Anlage und Untersuchung der eventuellen Varianten

Rohe Bestimmung der Bestandteile der Anlage (Kollektorfläche und Speichervolumen)

Bestimmung des Zusatzsystems (Benutzung der ehemaligen Anlage oder Ergänzung durch eine neue Energieart und eines Systems, das für diese Energie geeignet ist)

Bestimmung der Modalitäten für das Monitoring der Anlage zwecks der Überwachung ihrer Leistungen

Kontaktierung der verschiedenen Lieferanten von Bestandteilen für solare Warmwasserbereiter

Veranschlagung der Gesamtkosten für die Anlage

Bewertung der Leistungsfähigkeit der Solaranlage (Netto-Sonneneinstrahlung, Solardeckung, Kohlendioxidinsparung)

Bewertung der Rentabilität der Anlage (Kosten kWh, Sonnenenergiepreis)

Abfassung eines Kurzberichtes über den Vorentwurf

Darstellung der ausgewählten technischen Lösungen und Konsultierung des Bauherrn zur Annahme

Anpassung und Optimierung der Parameter der Energieeffizienz der Anlage nach der Neigung, der Ausrichtung, dem Klima, dem Ertrag der Kollektoren (mit Nomogrammen, Softwares, Herstellerdaten)

Aufstellung des Endprojekts und des Kostenvoranschlags

Darstellung der Pläne zur Integration der SAW in das Gebäude je nach der bestehenden Anlage

Überprüfung der zu installierenden elektrischen Leistung und Auswahl des notwendigen Materials (Einhaltung der Normen und Regelungen)

Bestimmung der nötigen Durchbrüche

Übertragung der Elemente in die technische Abbildung der Anlage, den Übersichts- und Lageplan

Abschließende Bestimmung der SAW-Bestandteile (Integration mit den Prämienantragsformularen)

Abfassung eines Kostenvoranschlags und Berechnung der Betriebskosten

Weitergabe von Auftragsteilen, Prämien und damit verbundene Geldmittel

Durchführung

Planung und Organisation der Baustelle

Aufgaben

Bestimmung der wichtigsten Ausführungsphasen

Bestimmung der Aufgaben, die jede wichtigste Ausführungsphase umfasst

Ressourcen

Bestimmung, wenn nötig, der verantwortlichen Personen für jede Ausführungsphase

Bestimmung der Personen, die die jeweiligen Aufgaben ausführen werden

Bestimmung des nötigen Materials (zum Beispiel: Mieten eines Lastenaufzugs, Mieten von besonderen Gerüsten, usw.)

Kosten

Bestimmung der jeweiligen Kosten für jede Ausführungsphase

Zeitplan

Bestimmung des Durchführungszeitplanes

Koordinierung der Arbeitsausführung mit dem Bauleiter und ggf. mit den betroffenen Baugewerken

Vorgesehene Ausführungsüberwachung

Montage einer Anlage

Vorbereitung

Sammlung und Studie der Montageunterlagen, Vergleich mit den Besonderheiten der Baustelle

Erstellung einer Bestandsaufnahme: Erreichbarkeit, Wasser-, Stromverfügbarkeit und Telefonverbindung, Möglichkeit einer zeitweiligen Lagerung der Bestandteile des zukünftigen Systems, der Sicherheit, der Ausstattung und der besonderen Schwierigkeiten

Kontrolle der Lieferung des zu installierenden Materials

Lagerung der Kollektoren nach den Anweisungen des Lieferanten

Informationsanfrage zur Gewährleistung der Sicherheit bei den notwendigen Durchbrüchen

Überprüfung des guten Stands des Materials und der Werkzeuge
Bestimmung des Verfahrens zum Güterschutz
Vorbereitung der Montagebaustelle der Dachkollektoren (Einhaltung der Sicherheitsregeln bezüglich der Arbeit der Dachdecker und Blechschmiede: Lastenaufzug, elektrische Leitungen, Leiter, Gerüste, Zugangswege, Verstaftung und Schutzgeländer)
Aspekte Sicherheit - Hygiene - Umwelt
Einhaltung der Anforderungen hinsichtlich der Kleidung
Einführung eines allgemeinen Sicherheits- und Hygieneklimas
Einhaltung der Sicherheitsregeln bei Arbeiten auf Dächern
Geeignete Handhabung der Handwerkzeuge, elektromechanischen, Schneid- oder Schlagwerkzeuge
Sicherer Umgang mit den sperrigen Schwerlasten (physiologische und materielle Sicherheit), manuelle Handhabung und mit einfachen Maschinen
Installierung, Stabilisierung und Wartung des Materials für Höhenarbeit
Sichere Benutzung der Baustellenfahrzeuge (Lieferwagen, usw.)
Einplanung des notwendigen Materials zur Behandlung der Baustellenabfälle
Montage einer Anlage
Je nach dem gewählten System (u.a. Zusatzsystem), Abbau der ganzen oder eines Teils der bestehenden Anlage:
Aufstellung des Installationsplanes der bestehenden Anlage zwecks deren Abbau und ganzer bzw. teilweiser Außerbetriebstellung
Anwendung der Abbautechnik(en) und Verwendung der geeigneten Werkzeuge
Anbringung und Montage der Sonnenkollektoren und der Bestandteile
Beachtung der Hinweise in den technischen Montageanleitungen bzw. Plänen
Verwendung der auf den Sonnenkollektoren für Transport und Montage angebrachten "Sicherungen"
Verankerung der Befestigungen, Stabilisierung des Sonnenkollektorfelds und Gewährleistung der Windfestigkeit
Anbringung des bzw. der Temperaturfühler und Achtung auf einen optimalen Kontakt mit dem Solarabsorber oder der Wärmeträgerflüssigkeit
Abdichtung der Verbindungen zwischen den Kollektoren und der Dachhaut mit Materialien, die mit dem Material des Kollektorrahmens vereinbar sind
Abdichtung der Durchbrüche in der Bedachung
Schutz der Wasserleitungen im Außenbereich vor Sonnenstrahlung und Unwetter (wirksame Isolierung)
Schätzung der Ausdehnung der Materialien
Anbringung von dichten und leicht demontierbaren Verbindungen zwischen den Kollektoren
Anlage eines Blitzschutzsystems
Entlüftung am hinteren Teil der Kollektoren (bei Indach), um die Kondensation zu vermeiden
Anbringung und Ausstattung des Warmwasserspeichers
Beachtung der Hinweise in den technischen Montageanleitungen bzw. Plänen
Überprüfung der Stabilität des Speichers und des Feuchtigkeitsschutzes
Minimierung der Wärmeverluste und Förderung der Schichtung in dem Solarspeicher durch eine wirksame Wärmedämmung des Wärmespeichers und der Armaturen, Vermeidung der Thermozyklisation und der "Kaskadenwirkung" am Speicherausgang
Sinnvolle Anbringung des bzw. der Temperaturfühler
Anlage und Anschluss des Primärkreises (Rohrleitungen und Hydraulikanlage)
Zeichnung nach den Anweisungen bzw. Daten des Planes der Trasse für die Rohrleitungen und Ausführung der nützlichen Durchbrüche und Versiegelungen unter Einhaltung der Bohrverbote in den Gebäudestrukturen
Versiegelung der Träger und Zusammenbauen der Rohrleitungen, Ummantelungen und Hülsen
Wahl nach den mündlichen oder im Plan enthaltenen Anweisungen, Gestaltung und Zusammenbau der Rohrleitungen
Wahl des Befestigungszubehörs und Überprüfung dessen Verankerung
Bestimmung und Einhaltung der Abstände zu den Trägern für eine korrekte Anbringung der Wärmedämmungen
Anschluss der verschiedenen Bestandteile des Primärkreises (Armaturen, Hydraulikanlage) nach den verfügbaren Schemas und Plänen und gemäß den Anweisungen der Materiallieferanten
Anschluss des Wärmetauschers nach dem Gegenstromprinzip
Vermeidung des Thermosiphoneffekts zwischen dem Speicher und dem externen Wärmetauscher
Installation eines Entleerungshahns an der tiefsten Stelle der Anlage mit Auffangbehälter im Falle einer Wärmeträgerflüssigkeit mit Frostschutzmittel (gefährliche Abfälle, als solche zu behandeln - Rückgewinnung und Übergabe an einen zugelassenen Sammler)
Wirksame Isolierung der Rohrleitungen und der Armaturen, wenn nötig
Anlage einer wirksamen Entlüftungsvorrichtung für den Primärkreis und mögliche Meidung der höchsten Punkte der Rohrleitungen
Berücksichtigung der Ausdehnung der Leitungen
Ausstattung der Anlage mit Sicherheitsventilen
Anlage, Anschluss und Überprüfung der automatischen Wärmeregulierung
Auslegen der technischen Dokumentation und Überprüfung der Vereinbarkeit der verschiedenen Bestandteile
Positionierung und Anschluss der Bestandteile und Sicherstellung der Konformität der Verkabelung
Abfassung einer Anleitungsnotiz und/oder Erklärung der Gebrauchsanweisungen an den Kunden
Eintragung (in das Heiztagebuch) der Anfangs- bzw. Werkseinstellungen
Anlage, Montage und Anschluss der zusätzlichen Energiezufuhr
Beachtung der Hinweise in den technischen Montageanleitungen bzw. Plänen
Überprüfung der Verankerung der Befestigungen und der Stabilität
Anpassung der Regelung des Zusatzsystems an die Bedürfnisse des Solarsystems
Anschluss des Solarsystems an den kalten und warmen Brauchwasserkreis
Anschluss unter Einhaltung der geltenden technischen Vorschriften
Vermeidung der Thermozyklisation am Speicherausgang
Anlage eines thermostatischen Mischhahns zur Vermeidung von Verbrennungen

Anschluss der Anlage an die verschiedenen Energienetze
Anschluss ans Stromnetz für die Speisung
Überprüfung der Konformität der Spannungen, Isolierungen und Schutzvorrichtungen (Erdung, Sicherungen, usw.)
Schutz der Kanalisationen (Frost, Schädigungen)
Überprüfung des Drucks des hydraulischen Netzes
Abschluss der Baustelle
Fertigbearbeitung
Anwendung der geeigneten Techniken der Mauer- und Deckenarbeit für die Reparaturen
Zurücklegung der Senkkästen, Isolierungen, Wärmedämmungen usw.
Anwendung der geeigneten Methode und der geeigneten Werkzeuge
Wenn nötig, Anstreichung bestimmter Teile der Anlage vorsehen
Wahl und Anwendung der Produkte je nach den zu deckenden Flächen (Rostschutzmittel, spezifische Farbstoffe, usw.)
Reinigung und Entsorgung der Abfälle. Mülltrennung je nach den Stoff- und Produktarten, Ablagerung auf geeigneten Deponien
Inbetriebsetzung
Aufgaben
Vorbereitungsmaßnahmen
Überprüfen, dass alle mit dem hydraulischen Netz, Sanitär- und Stromanschluss verbundenen Arbeiten fertig sind
Den Elektroinstallateur, den Lieferanten von Solarmaterial und den zukünftigen Verantwortlichen für die Anlage kommen lassen
Das notwendige Material vorsehen
Kontrolle der korrekten Montage nach dem technischen Plan der Anlage, des Solarkreises, des Sanitärkreises und des Speichers, der elektrischen Anschlüsse und der Wärmedämmung
Kontrolle und ggf. Anpassung des Anfangsdrucks des Ausdehnungsgefäßes (bei geschlossenen Systemen)
Einstellung und Kontrolle der Wärmeregulierung
Funktionskontrolle der Wärmeregulierung, der Umwälzpumpe und der Temperaturfühler
Einstellung nach den Regulierungsanweisungen
Spülung, Füllung und Entleerung der Anlage
Wasserspülung zur Entfernung der Fremdkörper aus den Leitungen
Sicherstellung der Konformität des Frostschutzgemisches oder des Füllungsstandes.
Spülung und Füllung mit dem Frostschutzgemisch, mit regelmäßiger und vollständiger Entlüftung
Sicherstellung des guten Flüssigkeitsumlaufs im kalten Zustand (nur Umwälzpumpe) und Beobachtung der Resonanzen, Druckschöße, usw.
Überprüfung des Nenndrucks beim Befüllen im kalten Zustand
Kontrolle der Temperaturdifferenz hin/zurück beim ersten Sonnenstrahl (Sollwerte 5 bis 15 K)
Prüfung der Dichtigkeit
Untersuchung durch Unterverfahren des ganzen hydraulischen Netzes und Aufspüren, Markierung und Verringerung der Mängel (Leckstellen, Öffnungen, Ventilregelung, usw.)
Kontrolle der Dichtigkeit der Brennstoffleitungen
Kontrolle der verschiedenen Montagen der Rohrleitungen, Verbindungsstücke und wärmedämmenden Ummantelungen
Wahl der für die Reparaturen nötigen Werkzeuge und Produkte je nach Leckart
Kontrolle der elektrischen Verbindungen
Überprüfung der elektrischen Anschlüsse in Übereinstimmung mit der AOEI
Überprüfung der Funktionssequenzen der elektrischen Geräte
Aushändigung der Betriebsanweisungen an den Betreiber
Vorbereitung der Informationssitzung mit dem Betreiber (Datum, Programm, Unterlagen)
Eine technische Anleitung über das System (Bestandteile und Grundsätze) und dessen Funktionsparameter geben
Die zur Pflege und Instandhaltung der Anlage nötigen Anweisungen geben
Übergabe der Anlage an den Betreiber
Wartung und Qualitätssicherungssystem
Wartung
Die Wartung umfasst die periodischen Kontrollen, die Instandhaltung und die Reparaturen. Der Anlagebetreiber ist verantwortlich für die Wartung der Anlage und nimmt die periodischen Kontrollen vor. Der Betreiber kann ggf. auch die Instandhaltung und die Reparaturen übernehmen; im Falle von großen Anlagen ist es aber vorteilhafter für ihn, durch einen Instandhaltungsvertrag den Installateur damit zu beauftragen.
Periodische Kontrolle der Anlage
Dem Betreiber eine Dokumentation aushändigen, in der angegeben ist, welche Kontrollen über das Funktionieren der Anlage, einschließlich der regelmäßigen Entleerungen (Primärkreis, Speicher, usw.) vorzunehmen sind.
Instandhaltung der Anlage (jährlich für Anlage mit > 50 m² Kollektoren): Entleerung, Kontrolle der Wärmeträgerflüssigkeit, der Kollektoren, der Steuerungen des Ausdehnungsgefäßes, des Drucks der Anlage und der Pumpe, der Befestigungen, Inspektion und Reinigung der ganzen Anlage.

Dies umfasst:

Überprüfung der Konformität der Anlage

Bestimmung und Analyse der für eine einwandfreie Funktion der Anlage kritischen Elemente

Schätzung der Abnutzung der verschiedenen kritischen Elemente unter Berücksichtigung der optimalen Funktionsdauer

Überprüfung der hydraulischen und elektrischen Bestandteile der Wärmeregulierung

Beratung des Anwenders und Eingreifen, wenn nötig

Ausführung der notwendigen Reparaturen oder Pannenbehebungen. Dies umfasst:

Identifizierung der Probleme und ihrer Ursachen

Bestimmung der möglichen technischen Lösungen

Schätzung der wirtschaftlichen und technischen Zweckmäßigkeit der Reparatur und Besprechung mit dem Kunden

Vorläufige oder endgültige Behebung der Panne (siehe Montage)

Wiederinbetriebsetzung der Anlage (siehe Inbetriebsetzung)

Qualitätssicherungssystem

Der Installateur muss sich die vollkommene Qualität als Ziel setzen und es wird in seinem Interesse sein, sich in die auf regionaler, nationaler und europäischer Ebene eingeführten Systeme zur Qualitätsentwicklung der thermischen Solaranlagen zu integrieren. Zu diesem Zweck kann er:

den im Rahmen der SOLTHERM-Aktion der Wallonischen Region eingeführten freiwilligen Qualitätsvertrag für die Installierung von Warmwasserbereitern unterzeichnen und befolgen;

durch eine eigene Ergebnisanalyse und Selbstkontrolle und durch seine Ausbildung die Qualität seiner Arbeit ständig verbessern.

Kommunikation und Marketing

Marketingzusammenhang

Information über den SAW-Markt: Umfang, Entwicklung, Vergleich mit den anderen europäischen Staaten, Wahrnehmung durch die breite Öffentlichkeit

Identifizierung der von der WR für ihr Soltherm-Programm angenommenen graphischen Linie

Verkauf der SAW

Erstellung eines vergleichenden Verzeichnisses der spezifischen Gegebenheiten (technischer, umweltbezogener Art, usw.) der SAW

Erstellung auf dieser Basis der SWOT-Matrix in vulgarisierter Form (Stärken-Schwächen-Chancen-Risiko)

Äußerung der falschen Vorstellungen und deren Gegenargumentation

Identifizierung der Bedürfnisse des potentiellen Kunden, seiner Hierarchie und der Gründe, die eine Entscheidung bremsen

Entwicklung eines geeigneten Salesfolders, in dem die anderen Techniken zur Brauchwarmwasserbereitung nicht benachteiligt werden

Eingliederung der SAW in den grundlegenden Sanitärdiensten auf jeder Ebene des Unternehmens

Ausarbeitung eines Kommunikationsplanes, um das Unternehmen als SAW-Installateur bekannt zu machen und um SAW zu verkaufen

“Follow-up“-Verfahren (vom potentiellen bis zum zufriedenen Kunden), horizontale Überwachung und Kundendienst

2. BEWERTUNG.

Zur Erlangung einer Kompetenzbescheinigung wird die den Installateuren erteilte Ausbildung über die SAW durch eine Bewertung abgeschlossen:

Schriftlicher Test, in zwei Unterteile aufgeteilt:

Schriftlicher Test bei geschlossenen Büchern zur Schätzung der allgemeinen Kenntnisse, die bei der dem Installateur erteilten Ausbildung aufgenommen wurden.

Schriftlicher Test bei offenen Büchern zur Schätzung der Fähigkeit, Unterlagen einzusehen (Fragen nach Einzelheiten).

Mündliche Präsentation mit zwei Unterteilen:

Schriftliche Hausarbeit, die darin besteht, zwei Lösungen für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters vorzuschlagen, der den Bedürfnissen des Kunden am besten entspricht. Hier soll ein Beispiel, das sich auf einen konkreten Fall bezieht und ein Haus, das schon besteht oder z.Z. gebaut wird, betrifft, mit der Unterstützung von Architektenplänen mit großer Genauigkeit behandelt werden.

Mündliche Präsentation der schriftlichen Arbeit vor einer Prüfungskommission; diese Präsentation besteht darin, dem Kunden die in der Arbeit entwickelten zwei Lösungen darzustellen und eine von beiden zu empfehlen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters beigelegt zu werden.

Namur, den 21. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 2: Mindestinhalt der Ausbildung, die von den Lieferanten ihren Installateuren zu erteilen ist

Die von der Wallonischen Region eingesetzte Ausbildung erklärt nicht die technischen Besonderheiten jeder Solaranlage zur Warmwasserbereitung, die auf dem wallonischen Markt vertrieben wird. Dieser Aspekt der Ausbildung wird den Lieferanten überlassen. Diese sind nämlich am besten imstande, die spezifischen technischen Merkmale ihrer Solarsysteme zu vertiefen.

Die von den SAW-Lieferanten erteilte Ausbildung wird nicht den Schwerpunkt auf die Grundlagen der Solarenergie oder auf die allgemeine Arbeitsweise eines solaren Warmwasserbereiters, sondern auf die technischen Besonderheiten der verschiedenen Produkte ihrer Auswahl legen.

Der den Lieferanten vorgeschlagene Mindestinhalt der Ausbildung soll praktisch sein und die Grundausbildung ergänzen:

Inhaltsübersicht	Ausbildungshilfsmittel
Auswahl der SAW-Produkte	Im Handel erhältliche technische Dokumentation
Allgemeine Notiz über Sonnenkollektoren	Technische Dokumentation
Allgemeine Notiz über den Warmwasserspeicher	Technische Dokumentation
Wärmeregelung	Technische Dokumentation + Bedienungsanleitung in der Sprache des Installateurs
Verschiedene Muster von hydraulischen Plänen	Technische Dokumentation
Montageanleitungen (Anlage und Anschluss einer Muster-SAW für Wohngebäude aus der Auswahl)	Montagepläne + Checklist für die Inspektion
Energieeffizienz der SAW	Simulation oder Leistungstest
Technische Unterstützung für die Installateure	Personalisierte technische Hilfe auf der Baustelle mindestens für die ersten 2 Systeme und Kundendienst
Praktische Auskünfte bezüglich des Verkaufs	Im Handel erhältliche Dokumentation + öffentliche Preisliste

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters beigelegt zu werden.

Namur, den 21. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3965

[2010/205931]

21 OKTOBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 5 tot 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2010;

Gelet op het advies nr. 48.635/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2010;

Overwegende dat de Waalse Regering het bestaande kader wil verstevigen om de kwaliteit van de geïnstalleerde zonnesystemen te verbeteren;

Gelet op de constante evolutie van de zonneboilertechnologie, alsook op de ontwikkeling van die sector;

Gelet op de inwerkingtreding van de regelgeving m.b.t. de energieprestatie van de gebouwen;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Omzetting

Artikel 1. Artikel 13 van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister bevoegd voor het Energiebeleid;

2° "aanvrager" : iedere natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van degenen die een investeringstoelage voor de installatie van een zonneboiler hebben genoten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 tot toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA);

3° "administratie" : het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

4° "zonneboiler" : systeem voor warmwaterproductie waarbij zonneënergie gebruikt wordt d.m.v. een (vlakke of buisvormige) glazen zonnecollector;

5° "zonnefractie" : verhouding tussen de energie opgeleverd door het zonnedeel van de sanitair warmwaterinstallatie en de totale energieoplevering van de sanitair warmwaterinstallatie;

6° "woning" : elk gebouw bestemd voor bewoning door één of meer gezinnen; het gebouw bestemd voor gemengd gebruik wordt ook als woning beschouwd als het woongedeelte 40 % van de totaaloppervlakte overschrijdt;

7° "wooneenheid" : gedeelte van een woning, zoals een appartement, waavan de lokalen bestemd zijn om uitsluitend door één enkel gezin gebruikt te worden;

8° "peil van de globale thermische isolatie K" : het peil van de globale thermische isolatie van een gebouw, zoals omschreven in bijlage VII bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

9° "EW-peil" : het peil van het primaire energieverbruik zoals omschreven in de bijlagen I en II bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

10° "E.P.B.-slotaangifte" : het document bedoeld in artikel 237/1, 12°, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Energie.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van de toelage*

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een premie toekennen aan de aanvrager die een zonneboiler in Wallonië laat plaatsen, voor zover :

1° de collector aan de vereisten van de Europese norm voldoet. De Minister kan vereisten inzake de naleving van de Europese normen toevoegen voor andere elementen van het systeem. De Minister kan de naleving van dwingendere normen dan de Europese normen vorderen;

2° wat individuele installaties betreft, de dimensionering van de installatie een zonnefractie van minimum 60 % toelaat. De Minister kan het niveau van die zonnefractie verhogen;

3° het systeem een minimaal globaal prestatieniveau haalt. Dat minimaal niveau wordt bepaald door de naleving van de voorwaarden betreffende o.a. de oriëntering van de collector en het telsysteem waarmee de installatie uitgerust is;

4° de werken uitgevoerd worden door een installateur die overeenkomstig dit besluit door de Minister erkend is.

De Minister bepaalt de exacte modaliteiten van die voorwaarden.

Art. 4. § 1. De premie bestaat uit een forfaitair bedrag van duizend vijfhonderd euro voor een individuele installatie bestaande uit zonnecollectoren met een optische oppervlakte van twee m² tot vier m² en uit een bijkomend bedrag van honderd euro per m² optische oppervlakte per bijkomende zonnecollector. Dat bedrag wordt toegekend in de volgende gevallen :

1° installatie op een eengezinswoning waarvoor de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voorafgaat aan 1 mei 2010;

2° installatie beschouwd als individueel krachtens artikel 5, § 1, en geplaatst op een gebouw waarvoor de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning na 1 mei 2010 valt;

3° installatie beschouwd als individueel krachtens artikel 5, § 2;

4° installatie op een gebouw dat niet bestemd is voor bewoning door één of meer gezinnen en dat niet opgenomen is in de vorige punten.

Het totaalbedrag van de premie toegekend per individuele installatie bedoeld in deze paragraaf mag niet hoger zijn dan zesduizend euro.

§ 2. Het premiebedrag bestaat uit een forfaitair bedrag van vijfhonderd euro voor een individuele installatie bestaande uit zonnecollectoren met een optische oppervlakte van twee m² tot vier m² en uit een bijkomend bedrag van honderd euro per m² optische oppervlakte per bijkomende zonnecollector. Dat bedrag wordt toegekend voor een installatie die op een eengezinswoning geplaatst wordt met inachtneming van de volgende voorwaarden :

— de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning valt na 30 april 2010;

— het EW-peil en het globale thermische isolatieniveau K van het gebouw zijn lager dan of gelijk aan die welke door de Minister zijn vastgelegd.

Het totaalbedrag van de premie toegekend per individuele installatie bedoeld in deze paragraaf mag niet hoger zijn dan vijfduizend euro.

§ 3. Het premiebedrag is een forfaitair bedrag van vijfhonderd euro voor een individuele die krachtens artikel 5, § 1 als individueel beschouwd wordt. In dat geval moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

— de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning valt na 30 april 2010;

— het EW-peil en het globale thermische isolatieniveau K van het gebouw zijn lager dan of gelijk aan die welke door de Minister zijn vastgelegd.

Art. 5. § 1. Indien gemeenschappelijke installaties verschillende wooneenheden bevoorraden, wordt de gemeenschappelijke installatie beschouwd als zijnde gelijkwaardig aan evenveel individuele installaties als er bevoorraden wooneenheden zijn. Daar een individuele installatie minimum 2 m² optische oppervlakte moet hebben, mag het maximaal aantal gelijkwaardige individuele installaties in geen geval hoger zijn dan de helft van het aantal geïnstalleerde m² optische zonnecollectoroppervlakte.

§ 2. In het specifieke geval van rusthuizen of verblijfdiensten wordt de gemeenschappelijke installatie gelijkgesteld met evenveel individuele installaties als er verblijfbedden zijn. Daar een individuele installatie minimum 2 m² optische oppervlakte moet hebben, mag het maximaal aantal gelijkwaardige individuele installaties in geen geval hoger zijn dan de helft van het aantal geïnstalleerde m² optische zonnecollectoroppervlakte.

§ 3. De gemeenschappelijke installaties die niet in § 2 vermeld worden, worden als individuele installaties beschouwd.

§ 4. Voor de installaties bedoeld in de §§ 2 et 3 wordt een afschrift van de audit verstrekt waarbij het bewijs wordt geleverd van de dimensionering naar gelang van de behoeften

Art. 6. § 1. Om de premie te genieten verstrekt de aanvrager of de installateur namens zijn klant binnen de door de Minister vastgelegde termijn de volgende documenten aan de administratie :

1° het premieaanvraagformulier, behoorlijk ingevuld;

2° het technisch dossier, behoorlijk ingevuld;

3° de facturen van de aankoop en de installatie, alsmede de betalingsbewijzen;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning;

5° in voorkomend geval, een afschrift van de EPB-slotaangifte;

6° in voorkomend geval, het behoorlijk ingevulde formulier waaruit blijkt dat de premie overgedragen is van de aanvrager aan de installateur.

§ 2. Het technisch dossier bedoeld in het eerste lid, 2°, bevat het standaardformulier met de beschrijving van de installatie van de zonneboiler, een foto gemaakt vóór de installatie als ze in een bestaand gebouw geplaatst wordt, en een foto van de geplaatste installatie.

§ 3. De premie wordt aan de aanvrager of de installateur uitbetaald, voor zover de installateur, wat hem betreft, het totaalbedrag van zijn kostenraming duidelijk vermeldt in zijn offerte, met inbegrip van de eventuele premies, waarbij gewezen wordt op het bedrag van de premies die door zijn bemiddeling aan de klant verleend konden worden.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 6, kan de aanvrager van een gemeenschappelijke installatie bedoeld in de §§ 1 tot 3 van artikel 5 of de installateur, namens zijn klant, voor de uitvoering van de werken bij de administratie een dossier indienen dat samengesteld is als volgt :

1° het premieaanvraagformulier, behoorlijk ingevuld;

2° het standaardformulier met de beschrijving van de installatie van de zonneboilerinstallatie, behoorlijk ingevuld;

3° in voorkomend geval, een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning;

4° in voorkomend geval, het behoorlijk ingevulde formulier waaruit blijkt dat de premie overgedragen is van de aanvrager aan de installateur.

Binnen een maand na ontvangst van de premieaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin zij aangeeft of het aanvraagdossier al dan niet ontvankelijk is.

Indien het dossier onontvankelijk wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van een maand, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst van de administratie, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens na afloop van die termijn aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van die termijn de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

De beslissing tot weigering of de belofte van toekenning van de toelage wordt betekend binnen twee maanden, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat het dossier volledig is.

De belofte van toekenning van de toelage heeft een geldigheidsduur van vier jaar, die ingaat op de dag van de kennisgeving. Indien de aanvrager na afloop van die termijn zijn premieaanvraag niet heeft ingediend overeenkomstig § 2, wordt de belofte van toekenning geacht nooit te zijn medegedeeld.

§ 2. Om de premie na uitvoering van de werken te genieten, bezorgt de in § 1 bedoelde aanvrager of installateur de administratie een dossier dat samengesteld is als volgt :

1° de aankoop- en installatiefacturen, alsook de betalingsbewijzen;

2° in voorkomend geval, een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning;

3° in voorkomend geval, een afschrift van de EPB-slotaangifte;

4° een foto gemaakt vóór de installatie als ze in een bestaand gebouw geplaatst wordt, en een foto van de uitgevoerde installatie;

5° een afschrift van de belofte van toekenning van de subsidie bedoeld in § 1 van dit artikel.

De premie wordt aan de aanvrager van een in de paragrafen 2 tot 3 van artikel 5 bedoelde gemeenschappelijke installatie of aan de installateur betaald voorzover laatstgenoemde duidelijk in zijn bod de totale kostprijs van zijn bestek aangegeven heeft, eventuele premies inbegrepen, met een duidelijke vermelding van de eventueel aan zijn klant via hem toegekende premies

Art. 8. De premie mag met elke andere toelage gecumuleerd worden voor zover het ontvangen totaalbedrag niet hoger is dan 75 % van het totaalbedrag van de investering.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van de installateurs*

Art. 9. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon kan een aanvraag tot erkenning als installateur van zonneboilers indienen voor zover hij voldoet aan de wetgeving betreffende de toegang tot de volgende beroepen : installateur sanitair en loodgieterij, installateur centrale verwarming, ondernemer zinkwerken en metalen of niet-metalen bouwdekking, ondernemer waterdichtheid gebouwen, of houder zijn van een daarmee gelijkgesteld getuigschrift. De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de administratie gericht of daar tegen ontvangstbewijs afgegeven.

De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

- de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- de diploma's en kwalificaties;
- het registratienummer;
- een document waaruit blijkt dat hij bedoelde werken aan een vergunde vakgroep toevertrouwt als hij geen toegang tot het beroep heeft om de gezamenlijke werkzaamheden te mogen uitvoeren;
- een document waaruit blijkt dat hij een algemene opleiding inzake zonneboilers heeft gevolgd, die na een evaluatie is bekrachtigd en die aan bijgaand bestek (bijlage 1) voldoet;
- een document waaruit blijkt dat hij een opleiding bij een leverancier heeft gevolgd. De minimuminhoud van die opleiding ligt vast in bijlage 2.
- een verklaring van de aanvrager op grond waarvan hij instemt met een onafhankelijke controle van de installaties door het Waalse Gewest of door een derde die behoorlijk is gemachtigd door het Gewest
- een verklaring op erewoord waarbij de aanvrager zich ertoe verbindt te voldoen aan de door de Minister bepaalde technische voorwaarden voor de installatie van zonneboilers.

Als de aanvraag tot erkenning ingediend wordt door een natuurlijke of rechtspersoon die in een andere lidstaat gevestigd is, kan de aanvrager in afwijking van het tweede lid, vijfde streepje, het bewijs leveren van kwalificaties die verkregen werden in andere lidstaten en die gelijkwaardige garanties bieden, met name inzake veiligheid en bescherming van de verbruikers.

§ 2. De Minister beslist over de aanvraag tot erkenning binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst ervan of, in voorkomend geval, van de aanvullende gegevens, de opmerkingen en de rechtvaardigingen, na advies van de administratie. Het besluit tot erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor vijf jaar en is hernieuwbaar voor zover drie maanden vóór de vervaldatum een aanvraag tot hernieuwing bij de administratie ingediend wordt. In dat geval wordt de erkenning verlengd totdat de Minister zich over de aanvraag tot hernieuwing uitgesproken heeft.

De hernieuwing wordt slechts toegekend indien de installateur bewijst dat hij tijdens de vorige erkenningsperiode een doorlopende opleiding m.b.t. de installatie van zonneboilers heeft gevolgd die voldoet aan het door de Minister vastgelegde bestek en dat hij minstens vijf zonneboilers per jaar heeft geïnstalleerd.

§ 4. Wanneer de administratie nalatigheden van de erkende installateur komt vast te stellen i.v.m. de kwaliteit van zijn installaties, zijn technische kennis of de stiptheid inzake de dienst na verkoop, roept ze hem op. De administratie kan de erkende installateur dan in gebreke stellen om orde op zaken te stellen binnen een redelijke termijn. Indien de nalatigheden na afloop van die termijn aanhouden, stelt de administratie de Minister voor om de erkenning desgevallend in te trekken. Het besluit tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 5. Wanneer de administratie herhaaldelijk nalatigheden van de erkende installateur komt vast te stellen i.v.m. de kwaliteit van zijn installaties, zijn technische kennis of de stiptheid inzake de dienst na verkoop, roept ze hem op. De administratie kan de Minister voorstellen om de erkenning desgevallend in te trekken. Het besluit tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. Een dossierrecht, waarvan de opbrengst voor de controle op de installaties bestemd is, worden ten laste van de aanvrager geheven wegens de indiening van een aanvraag overeenkomstig artikel 6.

Het dossierrecht is vastgelegd op 150 euro. Het is verschuldigd op de datum van indiening van de erkenningsaanvraag.

Er worst een afschrift van het ontvangstbewijs van de storting of van het debetbericht voor de storting van het dossierrecht bij de erkenningsaanvraag gevoegd.

Het bedrag van het dossierrecht wordt jaarlijks op één januari gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen van het afgelopen jaar. Het bedrag wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt die verkregen wordt na berekening van de verhouding tussen het indexcijfer van de consumptieprijzen van toepassing tijdens de lopende maand januari en het indexcijfer van toepassing tijdens de maand januari van het vorige jaar. Het aldus verkregen bedrag wordt naar de lagere eenheid afgerond.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling*

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler blijven van kracht :

- voor de premieaanvragen betreffende facturen waarvan de datum voorafgaat aan die van de inwerkingtreding van dit besluit;

— voor de premieaanvragen die onderzocht worden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. Elke installateur erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler behoudt zijn erkenning na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 14. In afwijking van artikel 9 behouden de elektriciens die erkend zijn krachtens het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler hun erkenning, en kan hun erkenning hernieuwd worden.

Art. 15. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Namen, 21 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 1 : bestek van de basisopleiding

1. INHOUD.

Reglementaire en administratieve context.

Stedenbouwkundige regelgeving

Uitleg over de procedures betreffende de Waalse stedenbouwkundige regelgeving

Identificatie van de specificiteiten van die regelgeving inzake de zonneboilersystemen

Aandrijvingsmechanismen

Kennis van de aandrijvingsmechanismen tot stand gebracht door het Waalse Gewest

Kennis van de kwaliteitssystemen bevorderd door het Waalse Gewest

Kennis van de modaliteiten voor het verkrijgen van gemeente- en provinciepremies

Ontwerp van de installatie

Werking van een zonneboiler

Beschrijving van een collectorveld : collectoroppervlak, bruto-afmetingen, schikking, montage, aansluiting leidingen, warmtedragende vloeistof en debiet, verval, thermische isolatie, temperatuurvoeler, lediging en ontluchting

Beschrijving van een zonnelader : type, volume, stratificatie, temperatuurvoeler, aansluitingen, thermische isolatie, schikking van de warmtebronnen (wisselaar(s), stroombestendigheid)

Beschrijving van de elementen van het primaire hydraulische circuit : warmtewisselaar, voorziening antivries + anti-oververwarming + anti-overdruk, circulator, leidingen, isolatie, vullings- en leegloopvoorziening (met recuperatiebak)

Beschrijving van de regulatievoorziening : type, apparaat, regeling, temperatuurvoeler

Beschrijving van de soorten extravoorzieningen : type (energie, intern of extern, accumulatie of ogenblikkelijk), vermogen, wisselaar, situatie en aansluiting, regeling)

Typologie van de zonneboilers

Voorontwerp

Bepaling van het principe van een installatie en onderzoek naar eventuele varianten

Ruwe bepaling van de bestanddelen van de installatie (collectoroppervlak en volume van de accumulator)

Bepaling van het systeem van de extravoorziening (gebruik van de vroegere installatie of extravoorziening van een nieuw soort energie en van een systeem dat aan die energie aangepast is)

Bepaling van de modaliteiten voor de monitoring van de installatie met het oog op de opvolging van de prestaties ervan

Raadpleging van de verschillende leveranciers van bestanddelen van zonneboilers

Raming van de globale kosten van de installatie

Evaluatie van de doelmatigheid van de zonne-installatie (netto zonaanbod, zonnedek, voorkomen CO₂)

Evaluatie van de rendabiliteit van de installatie (kWh kosten, prijs zonenergie)

Redactie van een bondig rapport over het voorontwerp

Overlegging van de weerhouden technische oplossingen en raadpleging van de opdrachtgever voor aanvaarding

Aanpassing en optimalisering van de parameters van de energetische doelmatigheid van de installatie naar gelang van de helling, de oriëntatie, het klimaat, het rendement van de collectoren (met grafieken, software, gegevens fabrikanten)

Eindontwerp en kostenraming

Overlegging van de schema's voor de integratie van de zonneboiler in het gebouw naar gelang van de bestaande installatie

Verificatie van het aan te brengen elektrische vermogen en selectie van het nodige materiaal (inachtneming van de normen en regelgevingen)

Bepaling van de nodige boringen

De elementen overdragen in het technische schema van de installatie, in de overzichts- en situatietekening

Definitieve bepaling van de bestanddelen van de zonneboiler (integratie met de formulieren voor de aanvraag van premies)

Kostenraming en berekening van de exploitatiekosten

Onderaanbestedingen, premies en desbetreffende budgetten

Uitvoering

Planning en organisatie van de werf

Taken

Bepaling van de voornaamste uitvoeringsfasen

Takenbepaling voor elke hoofdfase

Hulpbronnen

Aanwijzing, indien nodig, van de verantwoordelijken voor elk van de uitvoeringsfasen

Aanwijzing van de personen die elk van de taken zullen uitvoeren

Bepaling van het nodige materiaal (bijv. : huur van een bouwlift, van speciale steigers,...)

Kosten

Bepaling van de kosten voor elke uitvoeringsfase

Planning

Vastlegging van het uitvoeringskalender

Coördinatie van de uitvoering met de bouwheer en met de betrokken vakgroepen indien nodig

Voorzien in opvolging uitvoering

Montage van een installatie

Vorbereiding

Inzameling en bestudering van de montagedocumenten, vergelijking met de specificiteiten van de werf

Plaatsbeschrijving : toegankelijkheid, water-, stroom- en telefoonvoorziening, mogelijkheden tijdelijke opslag van de bestanddelen van het toekomstige systeem, veiligheid, sanitaire voorzieningen en bijzondere moeilijkheden

Controle levering van het te installeren materiaal

Opslag van de collectoren volgens de voorschriften van de leverancier

Verzoek om informatie ten einde de nodige boringen in alle veiligheid uit te voeren

Onderzoek naar de goede staat van het materieel en van het gereedschap

Bepaling van de wijze waarop de goederen beschermd worden

Vorbereiding van de werf voor de montage van de collectoren op het dakwerk (inachtneming van de veiligheidsregels voor dak- en plaatwerkers : bouwlift, elektrische leidingen, ladders, steigers, toegangen, aanhechting en leuning)

Veiligheid - hygiëne - leefmilieu

Inachtneming van de kledingsvoorschriften

Inachtneming van algemene veiligheids- en hygiënevoorschriften

Inachtneming veiligheidsregels bij dakwerkzaamheden

Geschikte hantering van snijdende, slag-, hand- en elektromechanische werktuigen

Veilige hantering (fysiologisch en materieel) van zware en hinderlijke vrachten, manueel en met eenvoudige werktuigen

Installatie, stabilisering en onderhoud van het materieel bij werken in de hoogte

Veilig gebruik van de werfvoertuigen (bestelwagen,...)

Voorzien in het nodige materieel voor het beheer van de afval van de werf

Montage van een installatie

Al naar gelang het gekozen systeem (o.a. dat van de extravoorziening), gedeeltelijke of gehele demontage van de bestaande installatie :

Overzicht van het schema van de plaatsing van de bestaande installatie met het oog op de demontage en de gedeeltelijke of gehele buitendienststelling ervan

Toepassing van de demontagetechniek(en) en gebruik van geschikte werktuigen

Plaatsing en montage van de zonnecollectoren en van de bestanddelen

Inachtneming van de voorschriften van de technische montagehandleidingen en/of de plannen

Gebruik van de beveiligingen aangebracht op de collectoren met het oog op het vervoer en de montage ervan

Bevestiging van de sluitingen, stabiliteit van het collectorveld en windbestendigheid ervan

Plaatsing van de temperatuurvoeler(s) waarbij een optimaal contact met de absorber of de warmtedragende vloeistof wordt gewaarborgd

Afdichting van de aansluitingen tussen de collectoren en de dakbedekking, met materialen die compatibel zijn met dat van het kader van de collector

Afdichting van de boringen in het dak
Bescherming van de hydraulische buitenleidingen tegen zonnestralen en tegen weer en wind (doelmatige isolatie)
Evaluatie van de uitzetting van de materialen
Plaatsing van hermetische afsluitprofielen tussen de collectoren zodat ze makkelijk gedemonteerd kunnen worden
Plaatsing van een bliksembeschermer
Plaatsing van een verluchting achter de collectoren (geïntegreerd in het dakvlak) om condensatie te voorkomen
Plaatsing en uitrusting van de warmteopslagballon
Inachtneming van de voorschriften van de technische montagehandleidingen en/of de plannen
Controle op de stabiliteit van de ballon en van de vochtbescherming
Maximale beperking van het warmteverlies en bevordering van de stratificatie in de accumulator door een doelmatige thermische isolatie van de ballon en het kranenstelsel, waarbij warmtecirculatie en watervaleffect voorkomen worden aan de uitgang van de ballon
Oordeelkundige plaatsing van de temperatuurvoeler(s)
Plaatsing en aansluiting van het primaire circuit (leidingen en hydraulische groep)
Uitvoering, volgens de voorschriften en/of de gegevens van het plan, van het tracé van de leidingen en uitvoering van de nuttige boringen en afdichtingen, waarbij rekening wordt gehouden met het verbod op boringen in de structuren van het gebouw
Afdichting van de dragers en assemblage van de leidingen, hulzen en kokers
Keuze van de leidingen volgens voorschriften (verbale of plan), vormgeving en assemblage ervan
Keuze van de fixeeraanbehoefes en controle van de bevestiging ervan
Bepaling en inachtneming van de afwijkingen ten opzichte van de dragers om de warmte-isolatoren precies te kunnen plaatsen
Aansluiting van de verschillende elementen van het primaire circuit (kranenstelsel, hydraulische groep) volgens de beschikbare schema's en plannen en volgens de richtlijnen van de leveranciers van het materieel
De wisselaar aansluiten volgens het principe van de tegenstroom
Het thermosifoneffect tussen de accumulator en de externe wisselaar voorkomen
Een aftapping plaatsen aan het laagste punt van de installatie, met recuperatiebak indien warmtedragende vloeistof met antivries (als dusdanig te behandelen gevaarlijke afval - terugwinning en overhandiging aan een erkende ophaler)
Doelmatige isolatie van de leidingen en het kranenstelsel indien nodig
Installatie van een doelmatige voorziening voor de zuivering van het primaire circuit en zoveel mogelijk hoge punten in de leidingen voorkomen
Rekening houden met de uitzetting van de leidingen
De installatie uitrusten met veiligheidskleppen
De automatische regulatie plaatsen, aansluiten en controleren
De technische documentatie interpreteren en de compatibiliteit van de verschillende elementen controleren
De elementen positioneren en nagaan of de bekabeling conform is
Een gebruikshandleiding opstellen en/of de gebruiksvoorschriften aan de klant uitleggen
De initiële of fabrieksafstellingen te boek stellen (in het verwarmingsboek)
De extra-energievoorziening plaatsen, monteren en aansluiten
De voorschriften van de technische montagehandleidingen en/of plannen in acht nemen
De bevestiging van de hechtingen en de stabiliteit controleren
De regulering van de extravoorziening aan de behoeften van het zonnestelsel aanpassen
Het zonnestelsel aansluiten op het circuit voor de distributie van koud en warm sanitair water
Aansluiten overeenkomstig de geldende technische voorschriften
Warmwatercirculatie voorkomen aan de uitgang van de zonnelader
Een thermostatische mengkraan plaatsen om verbrandingen te voorkomen
De installatie op de verschillende energienetwerken aansluiten
De toevoer met het elektrische netwerk verbinden
Nagaan of de spanningen, isoleringen en beschermingen conform zijn (aardleidingen, zekeringen,...),
Zorgen voor de nuttige beschermingen (vorst, beschadiging) van de leidingen
De druk van het hydraulische netwerk controleren
Sluiting van de werf
Afwerken
Toepassing van de metsel- en stukadoortechnieken i.v.m. de herstellingen
De kokers, isolatiemiddelen, calorifugerende middelen... weer op hun plaats zetten
Gebruik maken van de gepaste methode en werktuigen
Desnoods bepaalde delen van de installatie verven
De producten kiezen en gebruiken naar gelang van de te bedekken oppervlakte (roestwerend, specifieke verf,...)
De afvalstoffen reinigen en verwijderen. De afvalstoffen sorteren naar gelang van het soort materialen en producten, en in gepaste stortplaatsen afgeven
Indienststelling

Taken

Vorbereidsels

Nagaan of alle werken i.v.m. de wateromloop, de sanitaire en elektrische aansluiting voltooid zijn

De elektricien, de leverancier van het zonnemateriaal, de toekomstige verantwoordelijke van de installatie oproepen

In het nodige materieel voorzien

Controle uitvoeren op de correcte montage (volgens het technische schema van de installatie) van het zonnecircuit, het sanitaire circuit en de accumulator, de elektrische aansluitingen en de thermische isolatie

Controle, en desnoods bijsturing, van de initiële druk van het expansievat (indien gesloten circuit)

Regeling en controle van de regulering

De werking van de regulering, de circulator en de temperatuurvoelers controleren

Regelen volgens de reguleringsvoorschriften

Spoeling, vulling en ontluchting van de installatie

Waterspoelen om vreemde stoffen uit de leidingen te verwijderen

Nagaan of het antivriestmengsel of het ledigingsniveau conform zijn

Spoelen en vullen met het antivorstmengsel, waarbij de lucht regelmatig en volledig verwijderd moet worden

De koude circulatie van de vloeistof waarborgen (circulator alleen) en de resonanties, waterstoten, enz. Waarnemen

De nominale druk inzake koude vulling controleren

Het temperatuurverschil heen/terug controleren vanaf de eerste zonnestraal (doelwaarde 5 à 15 K)

Zich van de dichtheid vergewissen

Het gezamenlijke waternetwerk via onderprocedures onderzoeken en, de gebreken opsporen, aanstippen en verminderen (lekkages, openingen, regeling van kleppen,...)

De dichtheid van de brandstofleidingen controleren

De verschillende verbindingen van de leidingen, aansluitingen en warmte-isolerende omhulsels controleren

De nodige werktuigen en producten voor herstelwerken kiezen naar gelang van het soort lekkage

Controle van de elektrische verbindingen

Nagaan of de elektrische aansluitingen voldoen aan het R.G.I.E.

Toezien op de werkingsfasen van de elektrische uitrustingen

De exploitatievoorschriften aan de exploitant afgeven

De informatievergadering met de exploitant voorbereiden (datum, programma, documenten)

Technische voorschriften verstrekken over het systeem (bestanddelen en principe) en de werkingsparameters ervan

De nodige voorschriften verstrekken voor de instandhouding en het onderhoud van de installatie

De installatie aan de exploitant overhandigen

Onderhoud en kwaliteitssysteem

Onderhoud

Het onderhoud omvat de periodieke controles, de instandhouding en de reparaties. De exploitant van de installatie is verantwoordelijk voor het onderhoud ervan en voert de periodieke controles uit. De exploitant kan eventueel ook instaan voor de instandhouding en de reparaties, maar in het geval van omvangrijke installaties doet hij er beter aan de installateur daarmee te belasten op grond van een instandhoudingsovereenkomst.

Periodieke controle van de installatie

De exploitant een documentatie bezorgen waarin melding wordt gemaakt van de controles die uitgevoerd moeten worden i.v.m. de werking van de installatie, met inbegrip van de regelmatig uit te voeren ontluchtingen (primaire circuit, accumulator, enz.)

De installatie in stand houden (jaarlijks voor installaties > 50 m² collectoren): ontluchting, controle van de warmtedragende vloeistof, de collectoren, de bedieningen, het expansievat, de druk van de installatie en de pomp, de hechtungen, inspectie en reiniging van de hele installatie.

Dat houdt het volgende in:

Nagaan of de installatie conform is

De elementen bepalen en analyseren die kritiek zijn voor de vlotte werking van de installatie

De slijtage van de verschillende kritische elementen evalueren rekening houdende met de duur van de optimale werking

De hydraulische en elektrische bestanddelen van de regulering controleren

De gebruiker advies geven en tussenkomen waar het nodig is

De nodige reparaties of herstellingen uitvoeren. Dat houdt het volgende in:

Dat houdt het volgende in:

De problemen en de oorzaken ervan identificeren

De mogelijke technische oplossingen bepalen

De economische en technische opportuniteit van de reparatie evalueren en er met de klant over praten

Het defect tijdelijk of definitief herstellen (zie montage)

De installatie weer in dienst stellen (zie indienststelling)

Kwaliteitssysteem

De installateur moet zich totale kwaliteit tot doel stellen en heeft er alle belang bij zich te integreren in de systemen voor de ontwikkeling van de kwaliteit van de thermische zonninstallaties die tot stand gebracht worden op gewestelijk, nationaal en Europees niveau. Daartoe kan hij:

een overeenkomst van vrijwillige verbintenis ondertekenen en in acht nemen voor de installatie van een kwaliteitszonneboiler uitgevoerd in het kader van het actieplan SOLTHERM van het Waalse Gewest;

Voordurend de kwaliteit van zijn werk verbeteren door resultatenanalyse en autocontrole, en door zijn opleiding.

Communicatie en marketing

Context marketing

Informatie over de markt van de zonneboilers: belang, ontwikkeling, vergelijking met de andere Europese landen, waarneming door het grote publiek

Identificatie van de grafische lijn aangenomen door het Waalse Gewest voor zijn programma Soltherm

Verkoop van de zonneboiler

Opmaak van een vergelijkend inventaris van de eigenschappen (technische, milieu,...) van de zonneboilers

Op die basis verwezenlijking, voor het grote publiek, van de matrij's swot (sterke punten - zwakke punten - opportuniteiten - risico's)

Uitdrukking van de valse ideeën en de tegenargumenten ervan

Identificatie van de behoeften van het prospect, de hiërarchie ervan, de remmen op de beslissing

Ontwikkeling van een aangepaste argumentatie, die de andere technieken voor de productie van sanitair warmwater niet benadeelt

Integratie, op alle niveaus van het bedrijf, van de zonneboilers in de fundamentele sanitaire diensten

Uitwerking van een communicatieplan om het bedrijf te promoten als installateur van zonneboilers en om er te verkopen

Opvolgingsmethodologie (van het prospect tot de tevreden klant), horizontale opvolging en dienst naverkoop

2. EVALUATIE.

De opleiding van zonneboilerinstallateurs wordt afgesloten met een evaluatie op grond waarvan een bevoegdheidsattest wordt afgegeven :

Geschreven test bevattende 2 onderdelen :

een geschreven test met gesloten boek, met het oog op de evaluatie van de algemene kennis die de installateur tijdens de opleiding heeft opgedaan;

een geschreven test met open boek, met het oog op de evaluatie van de bekwaamheid om inzage te nemen van documenten (vragen over details).

Mondelinge test bevattende 2 onderdelen :

een geschreven huiswerk dat erin bestaat twee oplossingen voor te stellen voor de installatie van een zonneboiler die optimaal inspeelt op de behoeften van de klant. Dat voorbeeld moet uiterst nauwkeurig behandeld worden, uitgaande van een concreet geval, meer bepaald een bestaand of in aanbouw zijnde huis, met overlegging van de plannen van een architect;

de mondelinge verdediging van het geschreven werk vóór een jury, die erin bestaat de twee ontwikkelde oplossingen aan de klant voor te leggen en één van beide aan te raden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler.

Namen, 21 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2 : Minimale inhoud van de opleiding die de leveranciers aan hun installateurs moeten verstrekken

De opleiding tot stand gebracht door het Waalse Gewest slaat niet op de technische eigenschappen van elke zonneboiler die op de Waalse markt verkocht wordt. Dat aspect van de opleiding wordt aan de leveranciers overgelaten. Die zijn immers beter geplaatst om dieper in te gaan op de technische kenmerken eigen aan hun zonsystemen.

De opleiding gegeven door de leveranciers van zonneboilers heeft eerder betrekking op de technische eigenschappen van de verschillende producten van het gamma dan op de basisprincipes van de zonenergie of de algemene werking van een zonneboiler.

De minimale inhoud van de opleiding die aan de leveranciers voorgelegd wordt is resoluut op de praktijk gericht en vult een basisopleiding aan :

Overzicht	Opleidingsdrager
Gamma zonneboilers	Technisch-commerciële documentatie
Algemene handleiding over de zonnecollector	Technische documentatie
Algemene handleiding over de opslagtank	Technische documentatie
Reguleringsvoorziening	Technische documentatie + gebruikshandleiding in de taal van de installateur
Hydraulische typeschema's	Technische documentatie
Montagevoorschriften (plaatsing en aansluiting van een residentiële typezonneboiler van het gamma)	Montageschema's + Checklist inspectie
Energetisch prestatievermogen van het zonneboiler-systeem	Simulatie of test prestatievermogen
Technische bijstand aan de installateurs	Gepersonaliseerde technische bijstand op werf hoe dan ook voor de twee eerste systemen & dienst naverkoop
Praktische informatie over de verkoop	Commerciële documentatie + lijst openbare prijzen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler.

Namen, 21 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET